ISSN 0024-7650

M 6189 - 1079 - 8,00 F

3796189008001 10790

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 079-4 février 1989 - prix : 8 F

Péchiney, Société Générale...

LE SCANDALE C'EST LE CAPITAL

Péchiney, Société Générale...

LE SCANDALE, C'EST LE CAPITAL

La Commission des opérations de Bourse, saisie de l'affaire Péchiney, a rendu son rapport. De ses nombreuses pages il ne ressort rien qu'on ne sache déjà sur le «délit d'initiés» qui est au centre de l'affaire. Il en résulte qu'il y aura maintenant une enquête pénale sur l'affaire Péchiney et que la Commission des opérations de Bourse va être saisie d'une autre affaire : celle de la Société Générale.

On n'a donc pas fini d'entendre parler des «affaires» ni de voir les journaux multiplier les explications sur qui a acheté des actions de la

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

société Triangle, combien, à quel prix et avec quel profit, à travers quelle société écran en Suisse, au Luxembourg ou sur une île des Caraïbes. Et tant mieux, même si plus on nous en parle et plus on cherche à noyer le poisson dans un fleuve de «révélations», malodorantes il est vrai.

Car tout ce qu'on nous «révèle» là n'est que la vie quotidienne du capitalisme. C'est tous les jours que les «coups de Bourse» s'entrecroisent par-dessus l'Atlantique, que des grandes entreprises changent de mains par une simple opération d'écriture et que des empires industriels ou financiers se font ou se défont par le biais d'«OPA» ou d'un de ces montages financiers pour lesquels les habitués de la Bourse se montrent si inventifs. Et surtout, c'est tous les jours que ces habitués empochent, grâce à ces transactions, des profits qui se comptent en milliards de francs ou même de dollars.

Pour être «initié» à cela, il faut surtout avoir un capital à placer. A partir d'un certain nombre de milliards de francs sur son compte en banque, tout le monde peut bénéficier de ces fameuses «informations» que la Commission des opérations de Bourse fait mine de traquer ; et s'il ne les a pas il peut les fabriquer et cela revient au même.

★ ★ ★

Bérégovoy se moque du monde lorsqu'il déclare, comme il l'a fait à la télévision, qu'il veut «la vérité et la salubrité», et «être le ministre qui moralisera la place de Paris». Quelle morale peut-il y avoir dans la spéculation effrénée qui caractérise aujourd'hui toute la société capitaliste, sinon celle du profit ? A qui veut-il faire croire que la Bourse peut être, comme il l'a dit à la même occasion, «un endroit où l'argent s'investit dans l'intérêt de notre économie et non pas un endroit où des profits scandaleux sont réalisés» ?

Depuis le krach boursier de l'an dernier, la valeur moyenne des actions a progressé de près de 50 % ; qui possédait un milliard en possède aujourd'hui un et demi. Ces gains s'ajoutent à ceux accumulés pendant plusieurs années, en particulier depuis 1981, et que le krach est loin d'avoir vraiment entamés. Quel travailleur, à qui pendant les mêmes années on a bloqué le salaire et imposé l'austérité, peut avaler l'idée que certains de ces profits-là ne sont pas «scandaleux» et que l'argent qui s'investit à la Bourse le fait «dans l'intérêt de l'économie» ?

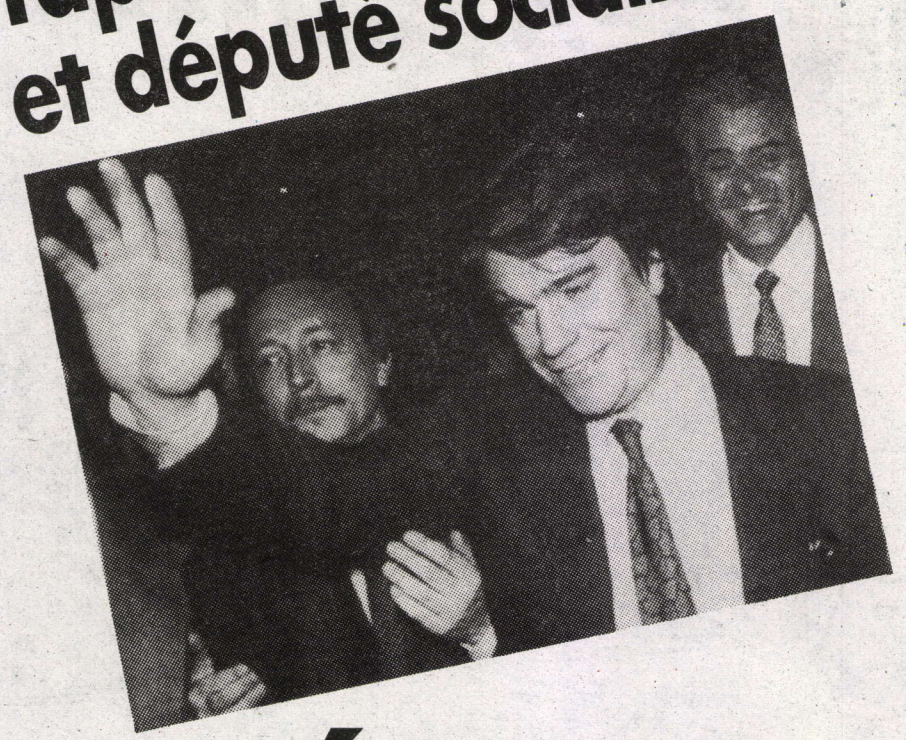
L'argent que ces gens-là se partagent, c'est justement l'argent des profits et des superprofits réalisés grâce au blocage des salaires, aux licenciements et à la réduction des effectifs des entreprises, au sous-investissement et à l'aggravation des conditions de travail, à la multiplication du travail précaire, à la généralisation du chômage et des «petits boulots». C'est le profit édifié sur l'extension de la pauvreté dans un pays comme la France et sur celle de la misère, voire de la famine, dans bon nombre de pays du Tiers Monde. Ce n'est pas «l'intérêt de l'économie» si l'on entend par économie la production de moyens de subsister, de se loger, de se vêtir, en un mot des moyens de vivre pour l'humanité : c'est l'intérêt d'une poignée de grands financiers qui vivent en parasites de l'économie mondiale et qui enfoncent celle-ci, depuis des années, dans une crise sans issue.

★ ★ ★

Alors le scandale n'est pas seulement dans les profits d'«initiés» faits dans l'affaire Péchiney et les éventuelles complicités gouvernementales. Le scandale, c'est le système capitaliste lui-même et ces hommes politiques de droite ou de gauche, les Bérégovoy et les Mitterrand ou les Balladur et les Chirac qui, même lorsqu'ils ne profitent pas de leur place pour s'acheter des chaussettes en or, sont de toute façon les paillassons du grand capital.

C'est pourquoi il faut dire tant mieux si l'affaire Péchiney fournit l'occasion de déballer le linge sale, même si ce linge sale n'est qu'une toute petite partie de la pourriture du capitalisme. Il suffit de penser que le fonctionnement quotidien de ce système, les liens réels entre grand capital et politiciens, c'est l'affaire Péchiney multipliée par mille ou par dix mille, pour en avoir une vue assez exacte ; et pour comprendre qu'un tel système ne peut préparer aux travailleurs du monde entier que des crises et des catastrophes s'ils n'y mettent pas bon ordre en balayant cette société et en prenant eux-mêmes le pouvoir et l'économie en mains.

Tapie licencieur et député socialiste



LA RÉPUBLIQUE DES MILLIARDAIRES

La majorité présidentielle peut être fière : elle a remporté à Marseille son député-milliardaire, Bernard Tapie.

Mitterrand, Rocard et Bérégovoy n'ont plus rien à envier à Giscard, Chirac ou Raymond Barre. En tant que politiciens du capital, ils accèdent désormais au même standing que leurs prédécesseurs : mêmes amis, mêmes entrées dans le monde de la finance, mêmes sales petites et grandes affaires...

Comme dans ce domaine les socialistes avaient beaucoup à rattraper (puisqu'ils avaient été écartés du gouvernement pendant 23 ans, jusqu'en 1981), en sept ans de présidence ils ont donné toutes les preuves de bonne volonté possibles aux patrons et aux bourgeois : blocage des salaires, remise en cause des droits sociaux, autorisations de licenciements massifs... Mais il leur manquait encore quelque chose, pour faire oublier définitivement leur étiquette socialiste à la République du fric : il leur fallait un symbole. Ils l'ont trouvé en Bernard Tapie. Et quel symbole !

Tapie est l'un de ceux qui ont bâti leur fortune ces dix dernières années. C'est l'un de ces nouveaux riches de la crise économique qui ont laissé derrière eux un bon million de nouveaux pauvres sans compter autant de pauvres tout court. Pourtant, là, pas de scandale. Pas de «délit d'initié». Mais pour être initié, Tapie l'était, même s'il a sévi en toute légalité : en dix ans, il a successivement racheté pour un Franc symbolique chacune, une quarantaine d'entreprises dites en difficulté (c'est-à-dire qui menaçaient de faillite pendant que leurs propriétaires mettaient leur fortune à l'abri). Puis il les a «restructurées» comme disent les patrons, c'est-à-dire qu'il a licencié massivement à chaque fois, puis revendu chaque affaire avec un sacré bénéfice. C'est ainsi qu'à chaque fois que Tapie gravissait un échelon supplémentaire dans l'échelle sociale de la bourgeoisie, dix, cinquante, cent ouvriers et ouvrières de chez Wonder, de chez Téraillon... ou d'ailleurs, basculaient dans l'angoisse, allaient pointer à l'ANPE et se demandaient jusqu'à quand ils pourraient payer le loyer ou rembourser les traites...

La spéculation en licenciements comme d'autres spéculent en bourse, voilà à quoi tiennent le profil des gagneurs et l'étoffe des héros vantés par les socialistes.

Quant à l'affaire Péchiney et celle de la Société Générale qui font grand bruit ces derniers temps, ce ne sont que l'écume de l'enrichissement à grande échelle de toute cette classe de bourgeois et de professionnels du grand capital, qui, comme Tapie, mieux que Tapie encore, ont décuplé leur fortune et accru leur puissance financière, alors même que toute la population travailleuse s'appauvrissait.

Aujourd'hui, la spéculation boursière est repartie comme jamais. Les cours de la Bourse de Paris ont augmenté de 7 % pour le seul mois de janvier et de 40 % en un an ! Mais Rocard et Jospin refusent 2 % d'augmentation aux enseignants, de la même façon qu'ils refusent de débloquer les salaires de tous les travailleurs !

Alors, qu'ils exposent leurs Tapie. Que politiciens de gauche ou de droite, se tenant par la barbichette, déballent leurs affaires aussi vite qu'ils les enterrent... Qu'ils laissent leurs amis et leurs coquins s'enrichir, pendant qu'ils prêchent la rigueur aux salariés. Que les privilégiés d'aujourd'hui rappellent décidément trop ceux d'hier. Qu'ils fassent l'unanimité des travailleurs contre eux !

Et les sacrifices de la crise économique finiront bien par leur faire faire une grande cabriole dont ils ne se relèveront pas aussi facilement que la noblesse royaliste du feuilleton télévisé !

Editorial des bulletins d'entreprise du 30.01.89.

Les poseurs de bombes de l'extrême-droite

RACISME, FASCISME ET TERRORISME

Dans le cadre de l'enquête sur les poseurs de bombes des foyers Sonacotra de la région de Nice - dont l'un des attentats à Cagnes-sur-Mer avait fait en décembre dernier un mort et douze blessés - six personnes avaient été interpellées. Deux ont été maintenues en détention et un troisième, inculpé uniquement pour détention d'armes prohibées, laissé en liberté. Ce dernier est «président fondateur» à Cannes de l'association *«La France et sa police»*. Des preuves de la culpabilité des deux personnes incarcérées ont été découvertes à leurs domiciles, les identifiant sans contestation possible.

Les trois inculpés ont tous appartenu au Front National. L'un a même figuré comme candidat sur les listes aux élections municipales de 1983. Mais ils l'auraient quitté, ne le jugeant pas suffisamment radical.

Ce qui est caractéristique, c'est que les membres de ce groupe terroriste voulaient, selon leurs propres dires, s'attaquer *«aux Arabes pour les terroriser et les faire fuir tout en faisant porter le chapeau aux Juifs»*, à qui ils vouaient une même haine. C'est pourquoi ils avaient signé les attentats contre les foyers d'immigrés du nom d'un *«Groupe Massada»* agissant *«contre l'Islam»*. Mais ces extrêmistes de droite sont aussi anticommunistes et anti-ouvriers qu'ils sont antisémites ou anti-arabes : ils sont également les auteurs d'attentats contre le siège de la CGT à Cannes et contre une permanence du PC au Cannet.

Il est vrai que tout cela va finalement de pair : du racisme anti-arabe au racisme anti-juif, à l'anticommunisme, l'antisyndicalisme, et la haine du monde ouvrier en général, il n'y a jamais bien loin. C'est bien pourquoi les travailleurs auraient tort d'oublier que les racistes et d'extrême-droite sont des ennemis mortels pour eux, et qu'il convient de les traiter comme tels.

L.G.

ILS ENTRERONT DANS LA CARRIÈRE

Le lycée et la fac mènent à tout, même parfois au Conseil économique et social. C'est du moins le cas pour Isabelle Thomas et Harlem Désir qui viennent d'être nommés par le président de la République comme membres de cet organisme. Le Conseil économique et social est une assemblée surtout décorative, mais elle peut offrir quelques avantages à des gens qui aspirent à une carrière de politicien professionnel.

Avoir été prévenant avec son «Tonton», en l'aidant à récupérer le mouvement des étudiants et des lycéens de décembre 1986, voilà qui méritait bien un peu de gratitude.

Harlem Désir et Isabelle Thomas, ils faisaient pourtant bien gentils ces deux-là. Propulsés par Mitterrand au Conseil économique et social, ça ne les rajeunit pas !

ENCORE UN COUP DES «SANS-CULOTTES»

Deux cents ans après «la grande Révolution», un Bourbon une fois de plus est décapité : Don Alfonso, duc de Cadix et d'Anjou, prétendant au trône de France, se tue... sur une piste de ski aux Etats-Unis au bas d'une descente. Il n'avait pas vu un filin métallique.

Don Alphonso était petit-fils du roi d'Espagne Alphonse XIII démis par la République ; et Franco, qui avait envisagé de lui rendre son trône, lui avait accordé la main de sa propre petite-fille Carmen.

Avec la mort de celui qui fut presque un souverain d'Espagne, c'est Louis Alphonse, son fils, qui devient l'héritier du titre et donc prétendant au trône de France. La branche n'est ainsi pas épuisée. Le prétendant roi de France est mort, vive le prétendant roi. Un coup dur pour les royalistes, mais «ça ira, ça ira» malgré tout.

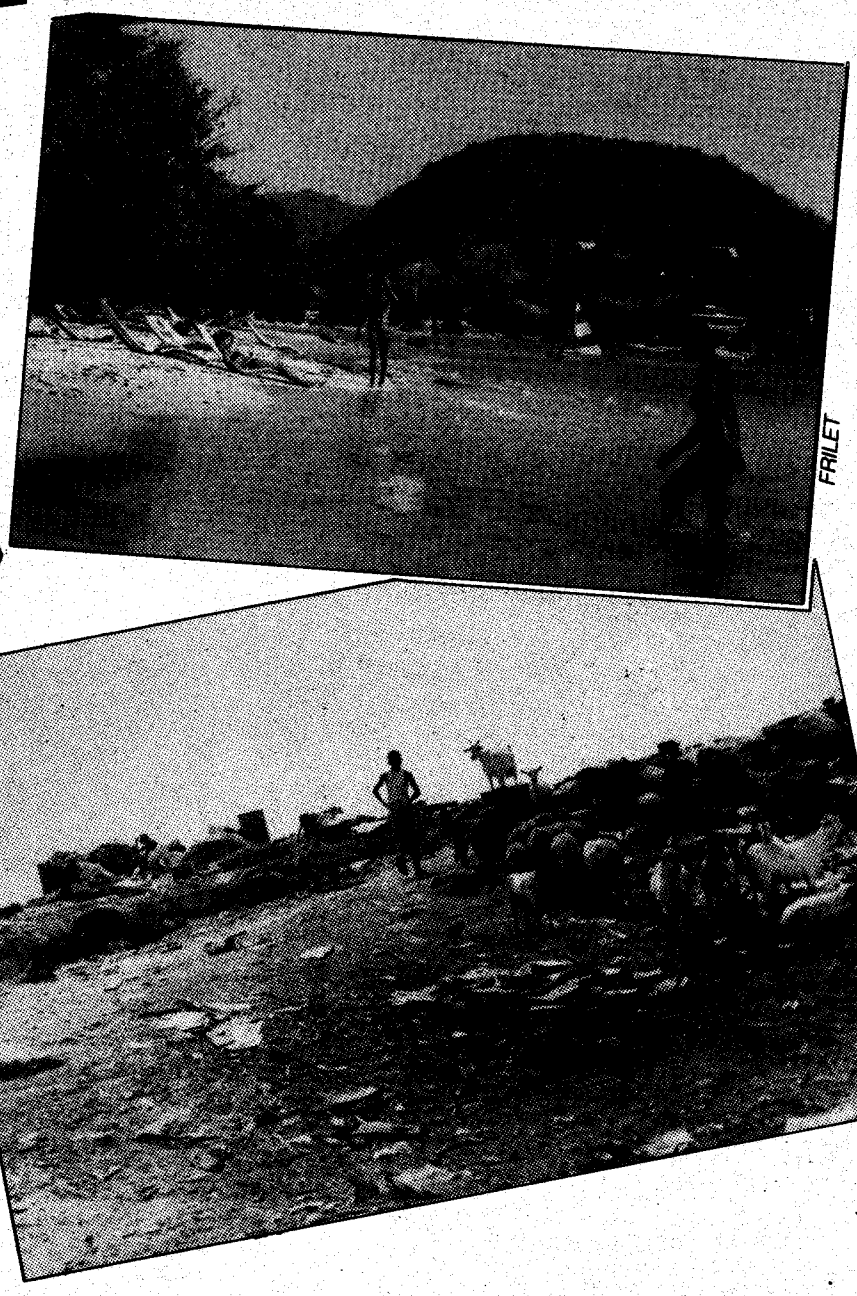
FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

• A LILLE

Samedi 4 février à partir de 17 heures Salle du fort de Mons à MONS-EN-BAROEUL La fête s'ouvrira avec le théâtre du Prato qui jouera Tohu-bohu.

DU CHÔMAGE A L'EXASPÉRATION DES JEUNES

(Extrait du n° 477 de l'hebdomadaire trotskyste des Antilles *«Combat Ouvrier»*)



FRILET

Riches stations balnéaires pour les uns. Dénuement pour les autres. Les raisons de la colère des jeunes Antillais.

Drôle d'affaire en Guadeloupe ! Il court partout une rumeur que les autorités persistent à présenter comme sans fondement : des jeunes Blancs au crâne rasé auraient maltraité des gens, notamment une jeune fille. On parle d'incidents au Luna-Park de Raizet... Vraie ou fausse, cette rumeur provoque des réactions, des réflexions dans la population qui s'indigne à l'idée que des Blancs aient battu ou molesté des Noirs, ou aient l'intention de le faire. Les plus âgés font des commentaires enflammés, mais les jeunes, eux, sont passés à l'action.

Des incidents sérieux ont déjà eu lieu. Les premiers se déroulèrent dans la nuit du mardi 17 janvier, aux abords de la belle, riche... et blanche Marina du Gosier, dont tous les magasins de luxe et restaurants ont dû fermer à cause de la présence d'un important groupe de jeunes manifestants noirs, venant de plusieurs quartiers de l'agglomération Pointe-à-Pitre - Abymes.

Mercredi 18, dans la nuit, des incidents plus sérieux ont opposé des forces de police (CRS) et de gendarmerie mobile aux jeunes de Pointe-à-Pitre - Abymes, dans le quartier du Carénage. Pendant toute la nuit, de 22 h à 5 h du matin, des jets de pierres répondaient aux grenades lacrymogènes et quelques barrages sommaires étaient dressés dans les rues, détruits aussitôt par un véhicule spécial de la gendarmerie. Ces jeunes affirmaient qu'ils en voulaient aux Blancs, car selon eux, ceux-ci veulent attaquer des Noirs. Ils arrêtaient des voitures pour voir s'ils y trouvaient des Blancs.

Le journal *France-Antilles* a publié pour la nuit de mardi un bilan de plusieurs dizaines de Blancs - touristes ou fonctionnaires résidents - agressés, molestés et dépossédés de leur porte-feuille. Il parle d'un Blanc qui, après avoir pourtant suivi en voiture ses agresseurs noirs et renversé l'un d'eux à mobylette, fut finalement immobilisé et sa voiture s'est vue incendiée. Le même journal parle bien entendu de «voyous» de «désœuvrés» qui ont alimenté les événements !

* * *

Air connu ! Mais cela n'explique pas pourquoi une rumeur fausse en arrive à donner un événement. (...) Depuis quelque temps la situation se dégrade lentement. Ce n'est pas visible à première vue. Mais il y a le mélange habituel qui fait toujours monter la tension : le chômage augmente, les prix sont élevés, les salaires sont bloqués à un niveau incroyablement bas, les jeunes sont de plus en plus nombreux à ne pas trouver d'emplois. Il y a aujourd'hui plus de 40 000 chômeurs pour 120 000 travailleurs en activité en Guadeloupe et autant en Martinique.

Alors comme toujours quand éclate le mécontentement des jeunes, ce sont ceux qui apparaissent comme les symboles de la richesse, de l'aisance, du pouvoir, des privilèges qui sont visés. (...)

Une masse de 40 000 chômeurs sur une population de 340 000 personnes dont la moitié, dans les deux cas, sont des jeunes de moins de 25 ans ! Comment dans ces conditions cela ne pourrait-il donner lieu à des explosions ? En apparence tout va bien ! Mais pour qui ?

* * *

(...) C'est surtout bon pour un certain nombre de petits-bourgeois noirs et privilégiés, pour une poignée de commerçants et agents de succursales françaises ou européennes. Les privilégiés ne sont donc pas tous des Blancs, loin de là ! Mais si tout est bon pour ces privilégiés et riches Blancs ou Noirs, il n'en est pas de même pour des milliers de jeunes, de travailleurs, de vieux travailleurs, de chômeurs âgés qui n'ont jamais retravaillé depuis des années et qui ne bénéficient d'aucune aide, d'aucune allocation... et qui eux aussi ont des enfants chômeurs !

Il n'est donc pas étonnant qu'au premier prétexte venu des jeunes laissent éclater leur colère et s'en prennent à ceux qui par la couleur de leur peau leur paraissent être du côté des riches, des puissants, des responsables de leur situation et de leurs problèmes. Ce n'est évidemment pas par hasard que ces manifestants se sont donné rendez-vous à la Marina du Gosier, ce quartier où l'on ne trouve pratiquement que des Blancs. Qui sont d'ailleurs pour la plupart des touristes. Il aurait été parfaitement arbitraire qu'un jeune Blanc, soldat, touriste ou fonctionnaire de passage se fasse sérieusement malmener par une foule de jeunes Noirs en colère. Cela aurait été bien injuste ! Mais n'est-ce pas aussi injuste et arbitraire que des jeunes Noirs des cours Monbruno, Carénage, Morne Lacrosse, Boissard - bidonvilles et quartiers pauvres de Pointe-à-Pitre - et autres en soient réduits à vivre si mal, à fournir les troupes de petits délinquants ou de drogués, à traîner sans espoir dans les rues... A vivre dans les quartiers les plus mauvais quand à deux pas de chez eux ils voient, à la Marina du Gosier, les beaux appartements, les restaurants et magasins de luxe.

* * *

(...) Mais là où ces jeunes auraient tort de ne pas réfléchir, c'est que derrière ces Blancs bien visibles il y a toute une richesse qui n'appartient pas forcément qu'à des Blancs. Il y a aussi tous «nos» privilégiés bien noirs qui exploitent des travailleurs ou bénéficient de postes importants dans des assemblées ou des banques, dans des conseils d'administration en tous genres, qui ont terres, bateaux et villas, etc. Ceux-là sont bien de chez nous et bien noirs ; ils ne sont, pas plus que les Blancs riches, du côté des pauvres.

Alors il ne faudrait pas croire qu'en se contentant de molester et de blesser des Blancs dans la rue, le problème sera réglé. Pour que cela aille mieux, pour que quelque chose change vraiment pour les jeunes, il faudrait obliger les entreprises à embaucher des chômeurs, il faudrait imposer de réelles améliorations et rapidement dans les quartiers où vivent ces jeunes. (...) Il faudrait menacer réellement de s'en prendre aux biens des privilégiés et des riches, Blancs ou Noirs. Alors là oui, quelque chose pourrait changer.

Le mécontentement des jeunes pourrait aussi prendre un tout autre sens si les travailleurs en activité se sentaient concernés par la colère de leurs enfants qui sont au chômage. S'ils s'en sentaient solidaires ! Car eux-mêmes ont des combats à entreprendre. Contre les bas salaires, contre le mépris et le racisme de certains chefs Blancs dans leurs entreprises, mais aussi contre le mépris et l'arrogance de certains patrons ou chefs Noirs.

POLOGNE

LE POUVOIR ASSASSINE, WALESA DISCUTE

Le père Suchowolec (au centre) assassiné le 30 janvier. AFP

En Pologne, la mort du père Suchowolec, survenue le lundi 30 janvier, a tout lieu de paraître suspecte. Ami et disciple du père Popieluszko – lui-même assassiné par les agents des services de sécurité en octobre 1984 – ce prêtre de 31 ans était connu pour ses liens avec Solidarité. Délégué régional depuis 1985 d'un comité mis en place pour dénoncer les cas de répression contre les syndicalistes, il avait déjà été victime de sévices, d'au moins une tentative d'attentat et de menaces de mort. Tout porte à croire que, comme le père Niedzelak il y a un peu plus d'une semaine, le père Suchowolec a été assassiné. Et l'on a pu voir le porte-parole du gouvernement chercher à désamorcer la rumeur d'une conspiration policière contre les prêtres d'opposition.

Mais si ces événements ont créé une émotion dans la population, Lech Walesa garde en tout cas le plus grand silence à leur propos. Il faut croire que, pour Walesa, la peau de quelques prêtres, membres de son propre mouvement, Solidarité, ne vaut pas que lui et l'équipe qui l'entoure compromettent les résultats de la prochaine table ronde entre les représentants du syndicat et, d'autre part, ceux de l'Etat et du parti au pouvoir.

Lech Walesa espère que la légalisation de Solidarité, dont le principe n'est désormais plus rejeté par le pouvoir, verra un début de réalisation concrète. Or, pour avancer dans cette voie, Walesa et avec lui l'état-major de Solidarité ne cherchent plus à s'appuyer sur les grèves, mais font valoir auprès du pouvoir le fait que ce syndicat est peut-être aujourd'hui la seule force capable de contenir d'éventuels mouvements de colère de la classe ouvrière.

Le 28 janvier, en sortant des négociations où venait d'être confirmée l'ouverture de la table ronde pour le 6 février, Lech Walesa expliquait : «*Lech Walesa a peur... Il faut maîtriser la situation dans le pays, même si des jours difficiles nous attendent. Et ça nous fait peur*». Or c'est cette même peur que semblait partager un des négociateurs gouvernementaux qui, expliquant lors de ces mêmes négociations combien il est nécessaire de trouver un «compromis historique», précisait : «*Si l'on ne résoud pas le problème des jeunes, si l'on ne veut pas leur donner des logements, on ne va plus les contrôler. Ils vont s'organiser tout seuls, contre nous*».

Une peur qui ne repose pas sur rien sans doute. En tout cas le dimanche suivant Walesa a été conspué à Gdansk par des jeunes qui criaient à la trahison et répondirent à ses appels au calme en allant manifester dans les rues, affronter la police. Une preuve que tout le monde, dans la classe ouvrière polonaise, ne dit pas amen à Walesa.

H.M.

Octobre 1956 en Hongrie. Trente-trois ans après, le PC hongrois reconnaît le caractère populaire du soulèvement.

HONGRIE

LE SPECTRE D'OCTOBRE 1956

La direction du PC hongrois vient de reconnaître que la révolution d'octobre 1956 n'est pas une «contre-révolution», comme le veut la version officielle depuis plus de trente ans, mais un «soulèvement populaire».

La révolution de 1956 n'a évidemment nul besoin de la reconnaissance tardive de ces Messieurs les bureaucrates. Si elle n'avait pas été large et populaire, si elle n'avait pas été plus particulièrement une insurrection armée de toute la classe ouvrière, les dignitaires staliniens de l'Etat hongrois, Kàdàr en tête, n'auraient pas eu besoin de l'intervention de l'armée soviétique pour en venir à bout, et encore, au bout de deux longs mois.

Kàdàr évincé du secrétariat général du parti vers un poste de potiche, ses successeurs ne prennent plus de gants pour se démarquer de sa politique passée. 1956 est assez loin pour que cela ne leur coûte guère. Cela leur rapporte en revanche du côté de courants d'opposition, qui se revendiquent d'autant plus volontiers de 1956 qu'ils n'en privilégient que les aspects nationaux, en oubliant ses aspects prolétariens. Et c'est une discrète façon de se démarquer aussi de Moscou, dont les soldats ont écrasé la révolution.

Les uns et les autres sont en accord pour mener ensemble un processus dont le côté le plus spectaculaire est le cheminement vers le pluralisme des partis et l'ouverture croissante vers l'Occident, et dont le côté le plus intéressant pour les couches privilégiées est les encouragements à «l'initiative privée», les privatisations d'entreprises, l'enrichissement d'une petite bourgeoisie d'affaires, pendant que le niveau de vie de la classe ouvrière est laminé par une brutale vague de hausses de prix et par l'accroissement du chômage.

Le «compromis historique» qui se dessine entre le PC au pouvoir et les courants oppositionnels plus ou moins libéraux, sociaux-démocrates et, en tout cas, plus ouvertement pro-occidentaux, a pour fondement lointain l'écrasement de la classe ouvrière. C'est lui qui a permis aux couches privilégiées locales de s'enrichir en paix, de renouer économiquement avec l'Occident, en laissant les dignitaires staliniens à la tête de l'Etat jurer de leur orthodoxie auprès de Moscou. Mais les uns et les autres ont besoin d'exorciser 1956. D'ici qu'ils transforment le 23 octobre en fête nationale...

Il n'est pas dit cependant que la classe ouvrière se contente de cérémonies, alors qu'on est en train de démolir son niveau de vie ; ni qu'elle se réjouisse, – elle qui s'est soulevée en 1956 notamment contre les privilégiés de l'époque et leurs privilèges – de ce que les privilèges prennent aujourd'hui d'autres formes, plus ouvertement bourgeoises. Elle se rappellera sans doute aux bons souvenirs des couches privilégiées plus tôt que ces dernières ne le voudraient.

G. K.

(Patrick FRILET)

AFP

BUSH INTRONISÉ PAR SES PARRAINS

LA DÉMOCRATIE DU DOLLAR

Cinq jours de festivités sans précédent ont marqué l'entrée en fonction du nouveau président américain, George Bush, du 18 au 20 janvier.

Tout a été parfait. Un temps de printemps s'était installé sur Washington. *«Nos prières ont été exaucées»* n'a pas pu s'empêcher de dire le porte-parole du Comité inaugural, lequel, depuis deux semaines, s'était tout de même fait remettre quotidiennement deux prévisions météorologiques et un horoscope.

Les abords des hôtels étaient encombrés de limousines. A l'aéroport de Washington on ne savait plus comment ranger les avions particuliers, certains anonymes, mais beaucoup aux noms de compagnies comme AT&T, Ameritech, Procter & Gamble, etc. Le clou était sans conteste le Boeing 727 de Malcom Forbes, vert et doré, avec, écrit en grosses lettres sur la carlingue : *«Malcom Forbes, outil capitaliste»* !

On se bousculait dans les diners, les bals et les concerts à 5 000 ou 10 000 F la place. La mode était au vison, *«des milliers de supporters de Bush n'ayant pas été découragés de porter de longs manteaux de fourrures par le temps printanier»*, comme l'a fait remarquer le *Washington Post*.

Tout cela a coûté la somme record de 180 millions de francs... la seule chose qui manquait était les noms des généreux sponsors, qui auraient bien mérité de figurer en bonne place autour des tribunes.

Au départ, le Comité d'inauguration avait annoncé qu'en plus de prêts sans intérêts dont il n'est pas dit qu'ils seront tous remboursés, il n'accepterait que les dons en argent liquide de plus de 600 000 F. Finalement, devant *«une immense effusion d'intérêt»* (sic) de compagnies pour qui cela faisait trop cher, le Comité a condescendu à accepter les dons de tout montant.

Parmi les principaux généreux donateurs ont figuré Coca-Cola, Philip Morris, American Bankers Association, Dow Chemical Co, etc. La porte-parole de Apple Computer a déclaré sans ambage : *«Nous vendons beaucoup sur le marché de l'éducation et nous soutenons le désir de Bush d'être le président de l'éducation»*. Elle avait d'ailleurs eu un entretien d'une demi-heure une semaine auparavant avec Bush, son chef de cabinet et des membres de son équipe. Sans doute afin de vérifier la rentabilité de l'investissement.

Philippe NATIER

L'«inauguration» de Bush à un prix record était dans la droite ligne de la campagne des élections de novembre dernier, dont les dépenses avaient déjà pulvérisé tous les records.

Chacun des deux candidats à l'élection présidentielle a dépensé au moins 450 millions de francs et l'ensemble des candidats au Congrès (sénateurs et députés), 490 millions. Cela selon des chiffres publiés dans la presse, bien en dessous de la réalité, si on tient compte de tous les dons non comptabilisés, de toutes les aides non monétaires, et de tout l'argent qui a été versé aux partis localement.

La loi ne limite pas ce qui peut être donné aux partis, au moins au niveau d'un Etat. Selon *Time* du 31/10/88 *«les compagnies pétrolières et leurs dirigeants sont parmi les plus importants contributeurs. Leur plus grande crainte est que la nouvelle administration et le Congrès puissent essayer d'équilibrer le budget en augmentant des taxes sur l'essence»*. Un des barons du pétrole, Nicolas Salgo, a donné plus de 3 millions de francs au Parti Républicain de l'Etat de New York. Une autre compagnie a versé 600 000 F au Parti Démocrate du Texas, par exemple.

Si ce qui peut être donné directement à un candidat est limité, il est par contre possible de collecter de l'argent de nombreux donneurs, au nom d'un PAC (Comité d'Action Politique)... et les PAC ont fleuri. Celui de AT & T (Compagnie de téléphone) a distribué 9 millions de francs à 398 candidats. Ce PAC est composé de 45% des 45.000 membres de l'encadrement de la compagnie, tous étant, évidemment, censés verser spontanément et de leur propre poche, le PAC de Parcel Service (messageries) a donné 3,7 millions à 300 candidats.

L'argent est souvent versé de façon spécifique à certains candidats. Quand un projet de réforme de la taxation vint, par exemple, en discussion devant le Comité des Finances du Sénat en 1986, ses vingt membres reçurent 12 millions de francs de PAC de compagnies d'assurances et de compagnies du secteur de l'énergie (Informations de *Time*). Le *Washington Post* du 5/10/88 racontait comment un projet de loi contre la pollution atmosphérique a été rejeté par le Comité de l'Energie et du Commerce de la Chambre des Représentants après que *«les pollueurs avaient versé 90 millions de francs pour les campagnes de candidats»*. Le projet avait été particulièrement combattu par le Président du Comité, élu d'une région d'industrie automobile, et un autre élu venant d'un Etat *«où il y a d'importants dépôts de charbon contenant de hauts niveaux de sulfure qui est un composant des pluies acides»*.

On pourrait multiplier les exemples. Comme l'a écrit le *Washington Post* du 24 janvier, *«l'équipe des 100»* (entendez de ceux qui ont donné plus de 100 000 dollars, soit 600 000 F, au Parti Républicain) *«est un Who's Who des participants à la récente vague de prises de contrôle de compagnies»*.

Les capitalistes n'aiment pas gaspiller leur argent. Si pour les élections présidentielles ils donnent aux candidats des deux partis, au niveau local ils donnent essentiellement aux candidats qui ont le plus de chances d'être élus, c'est-à-dire aux candidats sortants. Ceux-ci, ayant ainsi nettement plus d'argent que leurs opposants (en moyenne 8 fois plus), accroissent encore leurs chances d'être réélus. D'où un taux de réélection record : 99% des candidats sortants ont été réélus en novembre ! *Time* du 31/10 notait que l'argent des compagnies *«donne à beaucoup de candidats sortants ce qui peut s'apparenter à une nomination à vie au Congrès»*. Tandis que *Newsweek* du 14/11 parlait d'un *«Congrès permanent – un club ouvert à de nouveaux membres seulement quand des anciens membres meurent ou abandonnent»*, et constatait que... *«le taux de rotation»* au Congrès *«est plus bas que celui du Soviet Suprême du Parti Communiste»* en URSS !

P. N.

MAROC

LA GRÈVE DES MINEURS CONTINUE

Après plus de cinq semaines de conflit la situation est toujours bloquée dans les mines de la ville de Jerada (7000 mineurs) au nord du Maroc. Ces mines de charbon, les seules du pays, ont beau alimenter une centrale thermo-électrique qui produit 20 % de l'électricité marocaine, la direction a choisi jusqu'à ce jour d'afficher une intransigeance absolue. Avec l'aide des autorités locales et gouvernementales, elle a tenté à plusieurs reprises de briser un mouvement qui a pris à divers moments une allure d'émeute. Faute d'y être parvenue, elle espère sans doute qu'avec le temps, l'absence de ressources liées à la grève, celle-ci finira par pourrir.

En attendant, les forces de l'ordre continuent de quadriller la ville, arrêtant les manifestants. Les tribunaux qui avaient déjà condamné trois mineurs à des peines de deux à trois mois de prison ferme ont récidivé le jeudi 26 janvier : un procès, au cours duquel, selon plusieurs observateurs étrangers, les règles élémentaires n'ont pas été respectées, s'est terminé par la condamnation de neuf mineurs à trois mois de prison ferme pour *«atteintes à la liberté du travail»*.

Mais juqu'à ce jour la violence de la direction des Mines et du gouvernement n'a visiblement pas affaibli la combativité des grévistes. Elle semble plutôt avoir contribué à attiser la révolte des mineurs et de leur famille, en particulier des jeunes.

Si l'on en croit les divers témoignages parus dans la presse, les conditions de travail et de vie imposées aux mineurs de Jerada sont dignes d'un autre siècle. Matériel rudimentaire, absence de dépoussiérage et de climatisation rendent le travail très pénible et dangereux. Les mineurs sont victimes, très jeunes, de la silicose. La direction ne recule devant aucune mesquinerie, l'achat des masques à oxygène, des casques, des pelles et pioches, et des bottes est à la charge du travailleur. Le salaire est calculé en fonction de la production de chaque mineur et varie entre 450F et 1100 F.

Ce système permet l'arbitraire le plus total : on tente de mater les fortes têtes, les syndicalistes combatifs en les affectant à des secteurs où les couches sont difficiles à travailler et où le rendement est forcément faible. Enfin l'attribution par la direction des logements (dont un grand nombre sont très précaires) permet aussi de faire pression sur les travailleurs.

En tout cas les revendications mises en avant par les grévistes sont significatives de cette exploitation et cet arbitraire révoltants. Les mineurs réclament un litre de lait par jour, des médecins plus humains, des mesures préventives et curatives contre la silicose, le paiement par la direction des outils de travail, des transports et un logement décent, la réintégration des ouvriers licenciés lors des conflits précédents en 1985 et en 1986.

Pour le moment les grévistes de Jerada tiennent bon. Des mouvements ont aussi lieu dans d'autres secteurs (complexe pétrolier minoteries) et ces conflits et les risques de contagion ont peut-être de quoi inquiéter le gouvernement marocain.

H. HAUTHEY

"BRACEROS" À SAINT-DOMINGUE

L'ESCLAVAGE N'EST PAS MORT IL TUE ENCORE

Le 27 janvier, un accident de la route près de Saint-Domingue en République Dominicaine, faisait 47 morts. Il s'agissait de travailleurs haïtiens, raflés pour assurer la récolte sucrière.

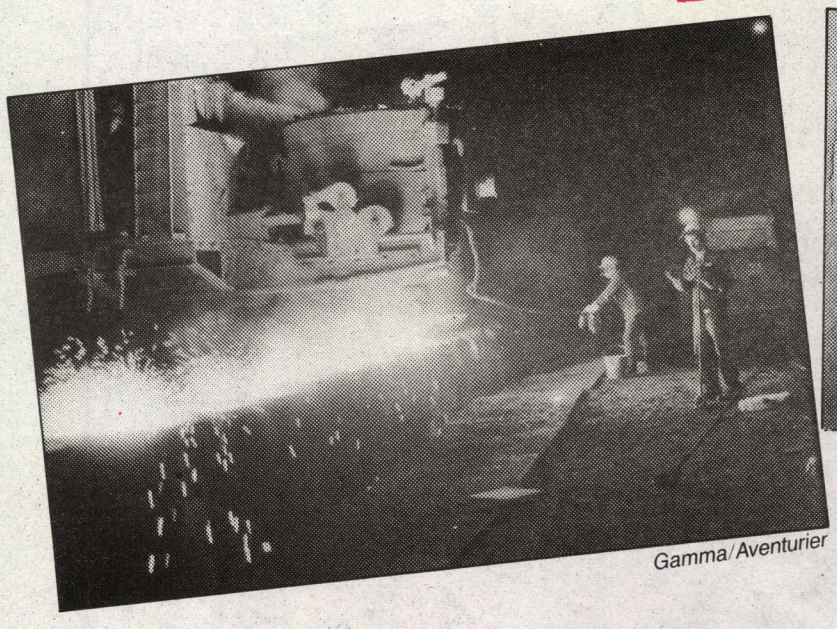
Le Monde du 31 janvier rapporte ainsi ce tragique accident : *«Les ouvriers agricoles... avaient été regroupés à la garnison de Dajalon, un poste frontière dominicain situé au nord de l'île. De nuit, ils avaient été entassés comme du bétail sur un semi-remorque qui, selon son propriétaire, devait les décharger dans les plantations sucrières du Conseil d'Etat du Sucre (CEA), un organisme public. Deux militaires dominicains, dont un a péri dans l'accident, surveillaient le convoi. L'un des rescapés... a affirmé que durant le trajet, le chauffeur n'a cessé de boire du rhum... Le camion a fait une embardée et s'est retourné en contrebas de la route, écrasant plus de la moitié de sa cargaison humaine»*.

Le scandale des *«braceros»*, ces ouvriers haïtiens qui sont vendus aux exploitations sucrières, enrichissant les exploitants dominicains, et au passage, les autorités haïtiennes qui touchent leur commission, est connu depuis fort longtemps. Il s'apparente tout à fait à l'esclavage et se perpétue depuis ce temps ; ce qui ne l'empêche d'être accepté et toléré par les puissances du monde dit «libre» auquel la République Dominicaine est censée appartenir.

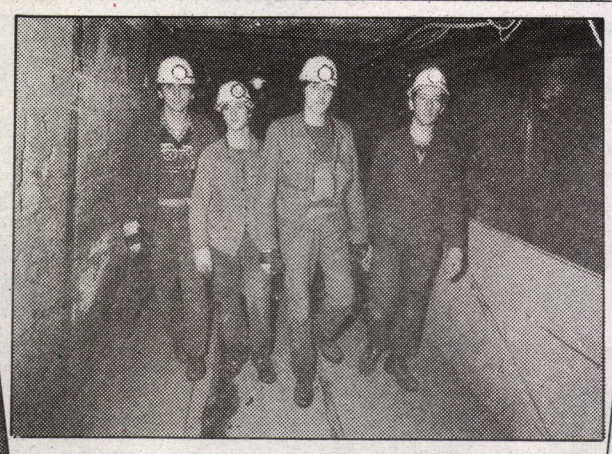
Certes les autorités américaines ont dénoncé à maintes reprises ces exactions qui se déroulent sous l'égide d'un régime «ami» (traduire : sous sa tutelle), mis en place d'ailleurs grâce à l'intervention de l'armée américaine en 1965, et soutenu depuis par les gouvernements successifs des Etats-Unis. Certes plusieurs organisations canadiennes ont lancé... un mouvement de boycottage des plages dominicaines. Mais alors que les droits de l'homme les plus élémentaires continuent à être ainsi bafoués, la réprobation officielle ne va pas plus loin.

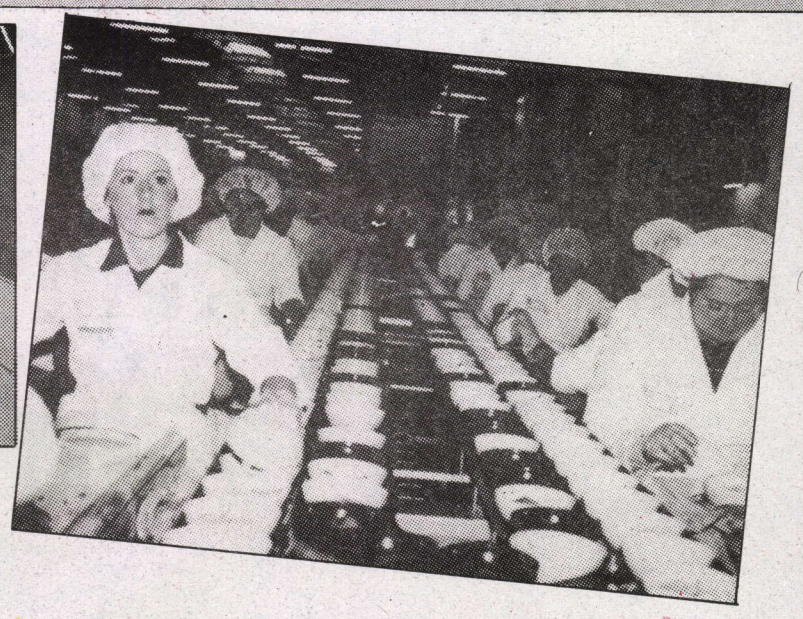
Sans doute réserve-t-on les protestations les plus véhémentes aux atteintes aux droits de l'homme, pour cette autre île des Grandes Antilles, Cuba. C'est tellement pire quand ce n'est pas directement pour enrichir l'impérialisme américain et ses subordonnés !

L.G.



Gamma/Aventurier





Heudebert (Toulouse)

RAS LA BISCOTTE !

Depuis le mercredi 25 janvier, la grève est totale dans l'usine Heudebert de Toulouse. Les grévistes revendiquent une augmentation de salaire de 1 500 F, l'embauche des travailleurs sous contrat et le paiement des heures de grève.

DES CONDITIONS SCANDALEUSES

L'usine Heudebert appartient au trust de l'agro-alimentaire BSN et emploie 360 personnes. D'importants travaux y sont effectués depuis 1985, sans que la production s'arrête. Cela a valu aux travailleurs de travailler sous la pluie pendant que des entreprises extérieures refaisaient le toit de l'usine... et ce n'est là qu'un exemple des conséquences de ces travaux incessants sur les conditions de travail !

Aujourd'hui, si la façade est un peu ravalée, ce n'est pas le cas des salaires extrêmement bas. Une travailleuse en équipe, après 14 ans passés dans l'usine, ne touche que 4 300 F par mois, et cela pour des travaux pénibles et dangereux. Il y a quelques semaines, une travailleuse a eu un muscle du bras sectionné par une machine alors qu'elle voulait rattraper une biscotte. Il est fréquent de travailler six heures d'affilée sur des chaînes avant de pouvoir manger.

Il n'y avait pas eu de grève importante dans l'usine depuis 1972. Mais durant toutes ces années, bien des raisons de se révolter s'étaient accumulées.

LA GREVE

Depuis quelques semaines, la CGT appelait à des débrayages. Le mercredi 25 janvier, elle avait prévu des débrayages de quatre heures. Pourtant, de nombreux travailleurs souhaitaient faire plus et beaucoup parlaient de huit heures. Les premiers à débrayer furent ceux de l'équipe de nuit, dès deux heures du matin. L'équipe du matin devait enchaîner de cinq heures à neuf heures. Mais, devant le succès des débrayages, les plus déterminés des grévistes proposèrent de poursuivre jusqu'à l'arrivée de l'équipe de l'après-midi. A treize heures, l'équipe de l'après-midi se joignit à la grève. A partir de ce moment, la plupart des travailleurs de l'usine étaient en grève.

Celle-ci s'organisa autour des piquets devant la grille. Les grévistes se relayaient de jour comme de nuit. Des bancs étaient sortis et les discussions n'arrêtaient pas autour du feu d'un brasero. Très vite les travailleurs se sont convaincus qu'il ne fallait plus reculer. Aussi, la détermination est grande. Les heures passées devant l'usine tissent des liens. Les plus anciens de l'usine parlent de la grève de 1972, où ils avaient séquestré le patron.

PREMIERES MANŒUVRES DE LA DIRECTION

Alors que la direction est totalement absente pour répondre aux revendications des grévistes, elle n'est pas à court d'imagination contre la grève.

Cela a d'abord commencé par l'envoi d'un courrier à tous les travailleurs leur demandant s'ils étaient grévistes. Mais la menace la plus sérieuse a consisté à mobiliser une soixantaine de non-grévistes, le mardi 31 janvier. Pour cela, la direction a fait miroiter à un certain nombre de personnes sous contrats à durée déterminée ou intérimaires une éventuelle embauche : d'une certaine façon, c'est une conséquence directe de la grève puisque par le passé la direction avait une tout autre attitude et encouragé le travail précaire.

Un chef qui s'était déjà fait remarquer en pénétrant dans l'usine en passant sous une barrière et en en sortant par le même chemin, – ce qui lui a valu les quolibets du genre : le lézard, le serpent, ou encore le rampant – a dirigé la manœuvre. Mais si quelques chefs ont tenté d'envenimer les choses, le reste du personnel qui les suivait était loin d'être prêt à forcer les piquets de grève. Tout cela échoua donc lamentablement devant la détermination des grévistes massés devant la porte et scandant : *«On continue. On continue»*. Même l'huissier convoqué par la direction dû repartir penaud avec son petit carnet.

A l'heure où nous écrivons, la grève tient bon. Les grévistes discutent des moyens pour renforcer les piquets et populariser la grève. Dans la rue, devant l'usine, les marques de sympathie des riverains, des automobilistes renforcent le moral.

Alcatel Radiotéléphone (Colombes)

QUAND LES "MANANTS" SE REBELLENT

Fin décembre 1988, les ingénieurs et cadres d'Alcatel-Radiotéléphone ont eu une enveloppe contenant leur augmentation de salaires pour 1989. Cela variait de 0 à 12% avec une grosse majorité autour de 7 à 8% et, en plus, pour la plupart, un chèque variant de 5 à 10 000 F.

Cela s'est vite su, malgré les recommandations de la direction, et a suscité pas mal d'émotions parmi le personnel. Et si dans un premier temps cela a été présenté comme un complément du salaire, très vite la direction a précisé que c'était des *«primes à caractère exceptionnel»* pour le travail fourni. Comme il y a environ 950 personnes à Laval et 450 à Colombes et dans les agences, soit 1 400 personnes, il faut croire que seulement 150 personnes auraient bien travaillé l'an dernier.

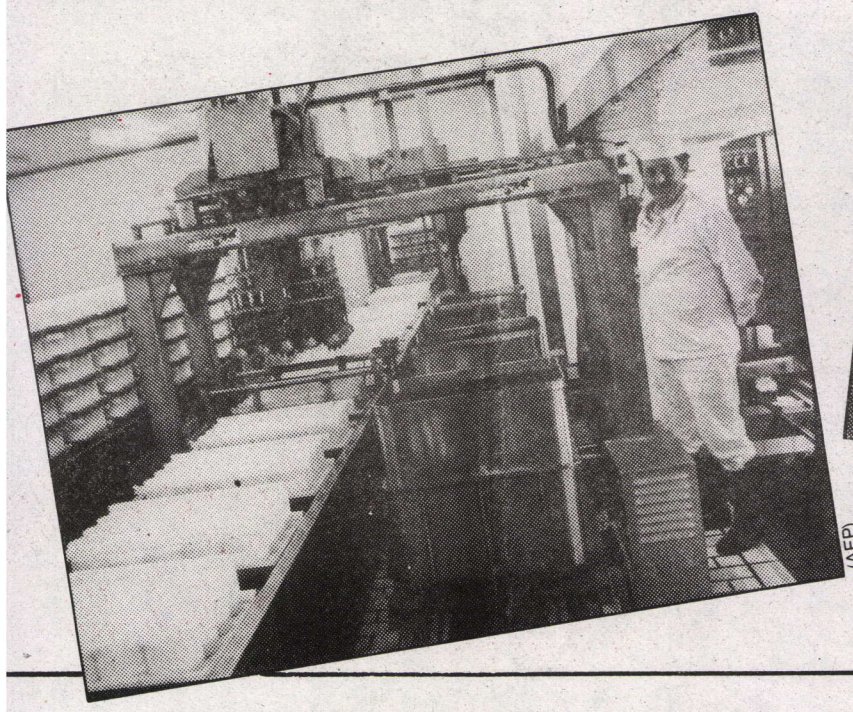
Dans le même temps, la direction pas gênée parle *«de projet d'entreprise»*, ... *«de motiver le personnel»*... autant de mots à la mode qu'une partie du personnel voudrait croire . Mais quand la direction distribue des augmentations pour les uns et pas grand-chose pour les autres, c'est un excellent révélateur des réalités qui dépassent les mots. Et rappelons que les actionnaires de la maison mère (la CGE) ont vu leurs actions passer de 215 F au 1/01/88 à 405 F au 31/12/88 soit près de 100% d'augmentation...

A Colombes, une lettre ouverte adressée au directeur a été signée par 150 personnes, dont une partie d'ingénieurs, pour protester. Et, alors que la direction réunissait ses cadres pendant deux jours en séminaire à Chartres, un Comité pour l'égalité des augmentations de salaires entre cadres et non-cadres proposait à Colombes un «séminaire» qui réunissait 90 personnes. Tous les non-cadres présents, furieux de la façon dont ils étaient traités étaient contents de venir à cette réunion. Les discussions entamées à cette occasion se sont poursuivies le lendemain autour d'*«un pot de l'amitié»* et d'une *«galette des manants»*.

Depuis, plusieurs directeurs ont pensé reprendre les choses en main en invitant tout le monde au restaurant. L'un d'entre eux, pour être sûr d'avoir du monde, a même imaginé d'organiser avant sa *«grande bouffe»*, une réunion... obligatoire. Mais au bout de 5 minutes, il ne pouvait que bredouiller après une première intervention applaudie sur les salaires et rester coi devant une autre intervention remarquant que dans son bilan de l'année passée, il avait *«oublié»* de parler du plan de 85 suppressions d'emplois à Laval. Bons princes, nous l'avons laissé reprendre son souffle... pour partir au milieu de son discours une demi-heure après. Un peu stupéfait, il a dû arrêter sa réunion. Finalement la grande majorité des non-cadres présents ont boycotté son repas.

L'ambiance est en tout cas à la contestation, même si ce n'est pas à la grève !

Correspondant LO



(AFP)

Orangina (La Courneuve 93)

SECOUÉE PAR LA GRÈVE

La quasi-totalité des travailleurs d'Orangina à La Courneuve sont en grève illimitée depuis mardi 31 janvier à 5h30 du matin. La fabrication est totalement arrêtée.

Dans cette usine, on remplit sur des lignes automatisées des boîtes en métal, des petites ou grandes bouteilles en verre ou en plastique... de divers jus de fruits (Orangina, Brut de Pomme, Nectars...). Il y a 150 travailleurs embauchés en fixe, plus des entreprises extérieures en permanence et des intérimaires. Les ouvriers de fabrication et de l'entretien sont de nationalité très différentes : Vietnamiens, Indiens, Algériens, Pakistanais, Portugais, Yougoslaves... Le travail est dur, et les salaires particulièrement minables. La dernière grève notable (une semaine en 1982) n'avait été suivie qu'à 50 % environ.

Depuis des années c'est de pire en pire, il y a plusieurs exemples de salaires en-dessous de 5000 F après 20 ou 30 ans dans l'usine, certains ouvriers ne touchent pas le SMIC horaire. Il en va de même pour les conditions de travail. Il faut parfois assurer plusieurs postes de travail à la fois, aller toujours plus vite. Quant aux chefs, ils font des pressions constantes pour le travail, contre les absences-maladie... quand ils ne parlent pas sur un ton inadmissible aux ouvriers. Par contre, ventes et bénéfices sont fabuleux. Il y a souvent des gros travaux et aménagements coûteux.

Après la crainte, l'heure est au ras-le-bol depuis plusieurs mois. La patron a dû le sentir et a lâché 40 augmentations individuelles en début d'année (mais de 100 F au maximum). Cela n'a fait qu'exaspérer plus. Les syndicats CFDT-CGT-FO se sont cette fois mis d'accord pour faire 2 tracts communs datés des 17 et 24 janvier, dénonçant la direction et appelant à l'action sur les nombreuses revendications.

Le plus important problème est celui des salaires. C'est autour de cela que tournent tous les slogans des grévistes : 1500 F d'augmentation pour tous, 6000 F au minimum. Les grévistes réclament également la hausse de la prime d'équipe, de l'embauche, une pause casse-croûte d'un quart d'heure pour les ouvriers en équipe...

Après le énième refus de la direction le lundi 30 janvier et après avoir consulté les travailleurs, les délégués des quatre syndicats (CGT, CFDT, FO et CFTC) appelaient à la grève pour le lendemain. Tout de suite elle a été massivement suivie : par les équipes du matin, puis de normale... Seuls les cadres, chefs, et travailleurs en intérim ou extérieurs, plus quelques employés, ne sont pas en grève. Tous considèrent que c'est la grève de tout le personnel et viennent tous les jours à l'usine, restent une grande partie de la journée devant la porte, à la cantine... quelques-uns restent la nuit pour veiller à ce qu'aucun camion ne rentre. Il s'agit de tenir et d'inquiéter vraiment la direction d'Orangina (à Aix), voire celle du groupe Ricard.

Les grévistes empêchent toute entrée ou sortie des camions. Les discussions vont bon train devant la porte. Certains parlent de l'importance de faire des assemblées générales avec votes à mains levées ; d'autres de fermer les portes aux intérimaires et aux entreprises extérieures, voire à tous les non-grévistes ; d'autres d'aller manifester en car à Marseille et Aix, ou bien de contacter les autres usines Orangina, ou de manifester dans le quartier, de faire une *«sacrée pub»* à ces exploiteurs.

En tout cas l'ambiance a bien changé et le nouveau directeur (qui voulait encore réduire le personnel) n'en mène pas large. Pour le 2 février, la grève a été reconduite à l'unanimité par les grévistes.

Comme titrait le *Parisien :* Orangina est *«secoué par son personnel»*.

Trailor (Lunéville - Meurthe-et-Moselle)

RAS LE BOL DES SALAIRES À LA REMORQUE

Commencés en janvier à la finition peinture, les débrayages se sont étendus à toute l'entreprise Trailor (830 salariés) perturbant sérieusement la production et sutout la livraison des semi-remorques. Pour l'instant, il n'y a eu que des débrayages tournants, atelier par atelier, à des heures différentes. C'est la CGT – seul syndicat implanté dans l'entreprise – qui anime ce mouvement.

Les salaires sont à la base du mécontentement général. Chez les ouvriers où les 1,3 % d'augmentation générale pour 1989, plus 1,3 % d'augmentation individuelle, apparaissent comme un affront après trois années de profits records et de blocage des salaires. Chez la petite maîtrise qui doit distribuer les augmentations individuelles en se mettant tout le monde à dos et personne dans la poche, tellement les enveloppes sont ou ridicules ou nulles. Et enfin, mécontentement des employés, qui n'ont que des augmentations individuelles – 2,6 % en moyenne, soit rien pour les uns et pas grand-chose pour les autres. En tout cas, pas assez pour tout le monde.

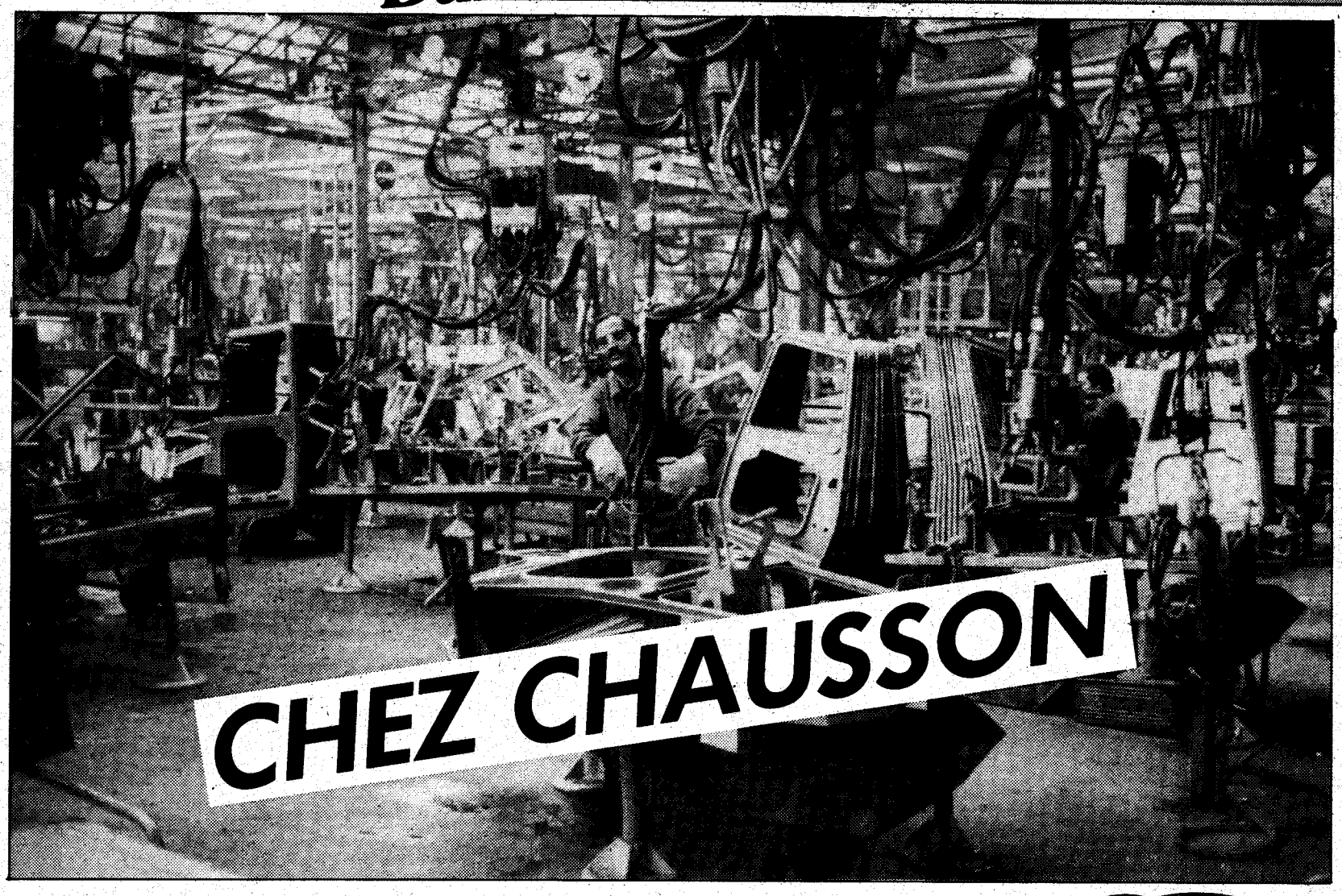
Et ce sont d'ailleurs les débrayages des employés des bureaux jeudi 26 et vendredi 27 janvier, qui ont créé l'événement. Pour la première fois depuis des années, les bureaux ont débrayé. Et pour prouver à ceux des ateliers que c'était bien vrai, ils ont défilé dans les ateliers. *«J'ai failli avoir une attaque»* avouait un ouvrier. *«Dire qu'il a fallu que j'attende de partir en pré-retraite pour voir cela»*, disait un autre. Voilà ce qui se disait dans les ateliers où la descente des bureaux avait convaincu les plus hésitants à rejoindre le mouvement et donné la pêche à tout le monde. Car on sentait bien qu'une vieille et artificielle division était en train de s'écrouler. Et c'est déjà un acquis du mouvement. Même si les pressions de l'encadrement sur les employés ont fait reculer ceux-ci, par la suite.

Depuis près de deux semaines, nous sommes en mouvement. Qu'il ait démarré à la finition n'est pas un hasard. C'est un atelier qui a un rôle *«stratégique»* puisque c'est lui qui commande la sortie des véhicules. Le blocage des ateliers plaît à beaucoup de travailleurs qui ont envie de faire pression sur la direction par le biais du blocage de la production mais qui n'ont pas encore vraiment franchi le pas de se mettre en grève. Pour beaucoup – et la CGT va aussi dans ce sens – la grève ne coûte pas cher, mais coûte cher au patron.

Mercredi 1er février, s'est tenue une assemblée générale sur toute l'usine, regroupant plus de trois cents travailleurs, essentiellement des ateliers, les bureaux étant plus hésitants suite aux pressions de l'encadrement. C'était la première assemblée générale depuis le début. C'était auparavant une tradition, mais la CGT a cette fois privilégié les mouvements tournants plutôt qu'un mouvement plus général dans l'entreprise.

La direction n'a bien sûr pour l'instant rien cédé et renvoie les discussions au niveau du groupe. Mais dans les ateliers, elle commence à mobiliser l'encadrement pour faire pression et pour faire l'intox contre les débrayages, prétendant que la grève va faire fuir les actionnaires, que la production pourrait très bien sortir ailleurs... Cela alors que le carnet de commande, lui, est plein à craquer. Les prévisions de fabrication pour 1989 sont de plus de 7500 véhicules. Du jamais vu dans une usine où l'on produisait bon an mal an 5000 véhicules. Des conditions qui nous sont favorables pour contraindre la direction à payer.

Correspondant LO



A Gennevilliers

UN AN APRÈS LA GRÈVE, ON EST TOUJOURS LÀ

Un an après la grève de février-mars 1988, la combativité des travailleurs de Chausson-Gennevilliers ne s'est pas émoussée, bien au contraire, comme le montre l'actualité de ces dernières semaines à l'usine. Ni l'échec de cette grève de l'an passé sur le plan de la satisfaction de la revendication des 1 000 F pour tous, ni l'annonce depuis, par la direction générale à la fin juillet, d'un plan de suppression d'emplois concernant 1 134 personnes sur diverses usines Chausson, dont surtout celle de Creil, n'y ont rien changé. Depuis décembre, que ce soit à propos des salaires ou des suppression de postes (ce qui signifie des augmentations de cadences pour ceux qui restent), les débrayages spontanés voire parfois les jours de grève se succèdent.

A LA PEINTURE

Jeudi matin 26 janvier, le chef d'atelier de la peinture retire deux ponceurs de la chaîne. Aussitôt, tout l'atelier se met en grève car ce ne sont pas les premiers emplois supprimés à la peinture et chacun en a «ras-le-bol». Il faut préciser que la veille, un contremaître avait essayé d'aborder la question. Devant les protestations, il avait piqué une crise de nerfs... C'est littéralement au bord de la syncope qu'on a dû l'évacuer de l'atelier. Mais il faut croire que l'avertissement n'avait pas été suffisant pour la direction.

Tout l'atelier restait donc bloqué jusqu'au jeudi 15 h 30, heure de la sortie. A la dernière minute, le directeur de l'usine H (une des deux usines de Gennevilliers) se précipite au milieu des grévistes, annonce qu'il veut négocier et est d'accord pour remettre en poste un travailleur. Les peintres, tranquilles, lui répondent : *«Ce n'est plus l'heure de négocier, nous, on va au vestiaire et on s'en va...»*. Ils plantent là le directeur jusqu'au lendemain.

Vendredi matin, la délégation de grévistes,qui sera chargée de discuter tout au long de la grève, repousse la demi-mesure. La grève continue. La direction est de plus en plus embarrassée car toute l'usine H se retrouve progressivement paralysée : les carrosseries de camionnettes J9 et C35 s'entassent en Tôlerie et, en aval, les chaînes de Mécanique se vident.

Finalement, en cours de journée, la direction cède sur l'octroi du deuxième travailleur demandé... Mais restent les heures de grève. *«Pas question de reprendre sans qu'ils nous paient»*, disent les grévistes de la Peinture.

De guerre lasse, en fin de journée, la direction de Gennevilliers joue alors la carte de l'intimidation. Elle convoque les syndicats et annonce la probabilité d'un lock-out de toute l'usine H, dans le même temps qu'elle fait appel à de vieilles connaissances, les huissiers !

Mais lundi matin, le 30 janvier, les peintres ne cédant toujours pas à la menace et ne reprenant pas le travail, le directeur de H, finalement, après plusieurs allers-retours entre les peintres et le téléphone avec la direction, proposait un compromis : les grévistes récupéreraient cinq heures et la direction leur en paierait treize. Ce qui fut accepté. Cela dit, le travail ne reprit que trois quarts d'heure après car c'était la pause casse-croûte et ce jour-là, elle fut bien prolongée !

LUNDI NOIR POUR LA DIRECTION !

A peine la Peinture venait-elle de reprendre, que de tous les ateliers de l'usine les travailleurs récemment mutés de Creil se rassemblaient et allaient s'installer dans les couloirs de la direction pour exiger le respect des garanties données à leur mutation.

A midi, une accalmie... pas pour longtemps car l'équipe du soir des Panneaux-Trafic à l'usine G ne prenait pas le travail ; on venait là aussi de supprimer un poste. Au bout d'une heure et demie, la maîtrise cédait et ne décomptait pas d'heures de grève !

POUR LES SALAIRES AUSSI

Au mois de décembre en Tôlerie-Trafic mais aussi aux Presses, il ne s'est quasiment pas passé une journée sans que spontanément des équipes débrayent pour exiger des «rallonges».

Les professionnels de l'Entretien central, eux, depuis deux mois, ont repris leurs réunions d'avant la grève de 1988. Ils ont même fait eux-mêmes un tract distribué aux autres secteurs au cours d'un débrayage et ont organisé un boycott des travaux du samedi (quasiment de règle pour effectuer l'entretien, la mise au point du matériel de fabrication).

Comme on le voit, l'anniversaire de la grève de février 1988 ne se passe pas dans l'indifférence : les travailleurs de Chausson-Gennevilliers ne restent pas l'arme au pied.

Correspondant LO

A Creil

LA DIRECTION ABUSE, LE PERSONNEL RÉAGIT

Dans le plan de 886 suppressions d'emplois à l'usine Chausson de Creil actuellement en cours, la principale mesure reposait sur le déplacement de plusieurs centaines de salariés de Creil vers l'usine de Gennevilliers. A cet effet, la direction générale s'était engagée à verser différentes primes, plus l'assurance d'offrir un logement, plus des garanties de salaires. A peine trois semaines après le démarrage de ces déplacements, la direction a fait savoir la remise en cause totale des mesures.

Prétextant la mise en place de cars (qui avait été évoquée précédemment), elle a décidé de supprimer une partie des primes compensant la gêne du déplacement. Le manque à gagner pourrait varier de 18 000 F à 20 000 F, pour chaque salarié. De plus, la mise en place de ces cars était parallèle à l'annonce que, pour l'instant, la direction revenait sur ses engagements à fournir un logement à chaque salarié déplacé.

La direction pensait que dans le mauvais climat qui règne à Creil (des dizaines de salariés partent chaque semaine volontairement avec une prime), le personnel déplacé allait se laisser faire. Mais vendredi 27 janvier, le personnel déplacé alerté se donnait rendez-vous pour le lundi matin afin d'aller demander des explications à la direction à Gennevilliers. Ce jour-là, juste d'ailleurs après la fin de la grève de la Peinture, le personnel de Creil déplacé à Gennevilliers, avec des délégués de Creil et Gennevilliers, faisait le tour de l'usine pour regrouper tout le personnel déplacé. Et ils se retrouvaient à la direction à une petite cinquantaine. Celle-ci, quand même impressionnée par le nombre, la quasi-totalité des présents, et la détermination des travailleurs qui affirmaient leur écœurement sur le non-respect des engagements écrits par la direction, a temporisé. Elle a annoncé que réponse serait donnée au CCE le 2 février.

Le personnel, lui, s'est donné rendez-vous pour voir ce qu'il en est. Cette réaction connue à Creil a fait discuter, et a contribué à remonter le moral de tout le monde.

Correspondant LO

Citroën (Aulnay-93)

PSA SE CROIT AU-DESSUS DES LOIS

Prise la main dans le sac à escroquer des centaines de travailleurs intérimaires à qui elle volait leurs primes depuis des mois, voire des années, la direction de Citroën a finalement dû payer, suite à l'action entamée par les intérimaires de Citroën Aulnay depuis près de deux mois (voir LO n° 1077 et 1078). Cela dans tout le groupe puisque des intérimaires employés notamment à l'usine d'Asnières et de Rennes ont vu apparaître sur leur feuille de paie la mention d'un 13e mois jusque-là inexistant.

Organisés en Comité pour les droits des intérimaires de Citroën-Aulnay, les intérimaires, après avoir écrit au ministre du Travail, Jean-Pierre Soisson, se sont rendus en délégation au ministère pour avoir sa réponse, non seulement sur les primes mais aussi sur l'embauche pour ceux des intérimaires les plus anciens qui la souhaitent et qui seraient en droit de l'obtenir... Car avec des contrats renouvelés sur un même poste jusqu'à dix fois ou plus, Citroën tourne la loi qui précise que le recours au travail précaire ne saurait servir à pourvoir des postes permanents.

Le ministre du Travail a même pondu une circulaire de 27 pages, le 26 décembre dernier pour rappeler cette loi aux patrons.

Efficace, le ministre du Travail ? Redoutable même ! Mais face à Citroën, son représentant se déclare... impuissant. Les gouvernements ont le pouvoir, mais face à des patrons comme Calvet, ils seraient désarmés ? Citroën a pu continuer à s'asseoir sur la loi cette semaine encore en déclarant en «fin de mission» plus d'une dizaine d'intérimaires, qui viennent s'ajouter aux cinq de la semaine précédente. Et comme par hasard, c'est parmi les intérimaires les plus anciens dans l'entreprise, ceux qui assuraient de fait un poste permanent, pour certains depuis 24 mois – et évidemment parmi ceux-ci, des membres actifs du Comité – que se comptent les «fins de missions».

Les «fins de missions», les intérimaires connaissent. C'est même leur lot habituel. Ce n'est pas cela qui les a beaucoup émus, sinon pour les mettre en colère. Mais certains ont même accueilli l'annonce de leur fin de contrat par de véritables manifestations de joie dans l'atelier, criant : «*Je suis libre...libre ! Fini Citroën, ses petits chefs, ses cadences, le travail du samedi*».

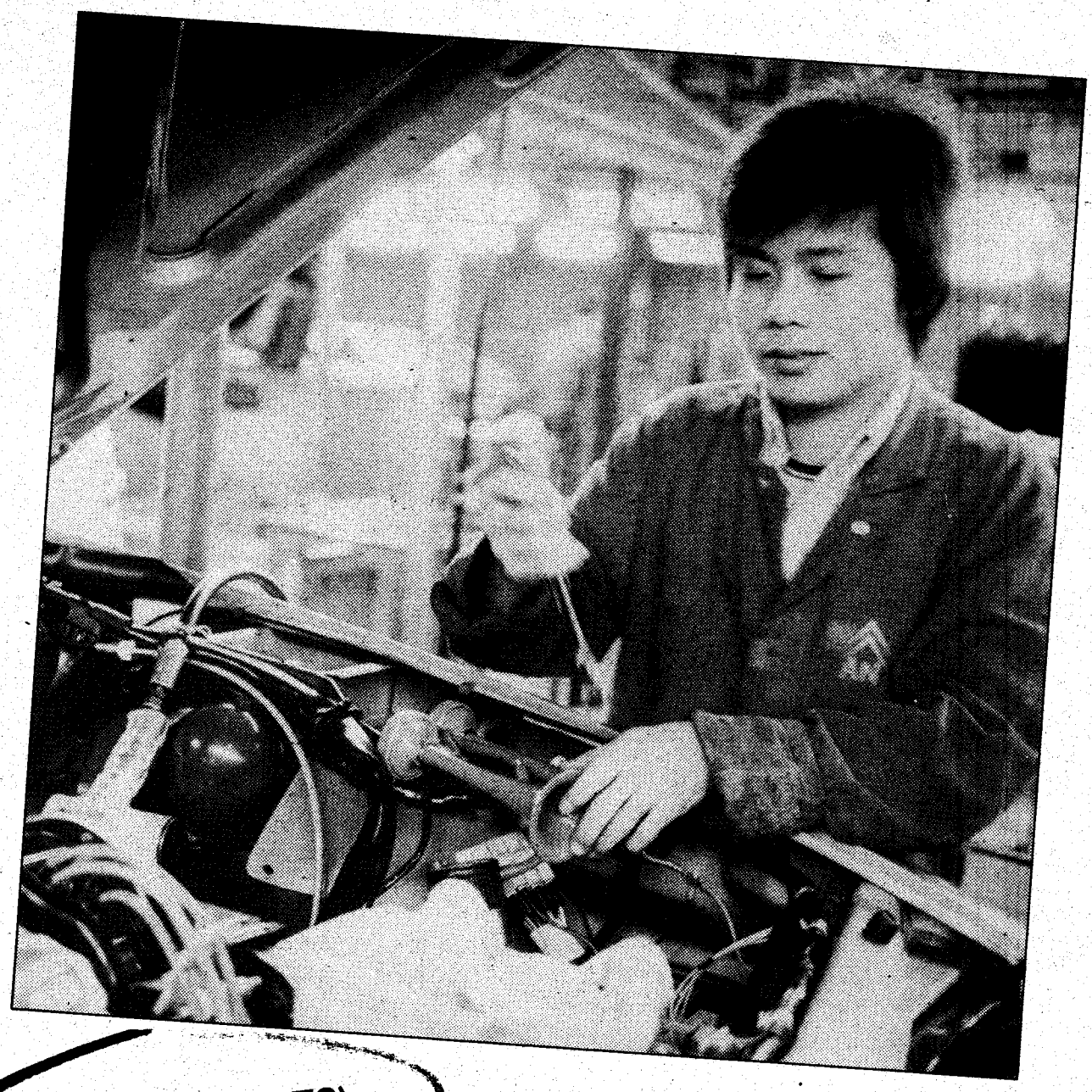
Vendredi 27 janvier, des intérimaires mis en «fin de mission» les jours précédents ont pris la parole sur le parking de l'usine à la relève des équipes et diffusé un tract affirmant : «*On verra bien si Citroën continuera à détourner impunément la loi*»... et «*pour une fois, on part sans être volé et les poches pleines...*» car la mobilisation a payé. Et des embauchés, nombreux, massés autour des intérimaires, témoignaient de leur sympathie, et venaient serrer la main des jeunes et les féliciter.

Les intérimaires n'ont pas de raisons d'en rester là. Certains ont écrit au patron pour réclamer la requalification de leur contrat en contrat à durée indéterminée, et annoncé publiquement à la presse leur intention d'aller devant les tribunaux, car ils veulent recouvrer tous leurs droits, y compris celui d'être traités comme des travailleurs à part entière... donc d'être embauchés, puisqu'ils en remplissent depuis des mois (ou des années) la fonction.

Les intérimaires n'avaient pas attendu la circulaire de Soisson pour s'organiser et réclamer leurs droits... Ils ont obtenu partiellement gain de cause, ils restent mobilisés pour obtenir tous leurs droits. On verra bien quelles suites donnera la justice.

De toute façon, la détermination des intérimaires à imposer le respect de leurs droits a changé le climat dans l'usine : démonstration est faite que le travail précaire ne signifie pas nécessairement soumission à toutes les actions plus ou moins frauduleuses d'un patron.

Correspondant LO



Renault (Flins-78)

PENDANT LES BÉNÉFICES LES SUPPRESSIONS D'EMPLOI CONTINUENT

Le nouveau plan social de la Régie prévoit à Flins 719 suppressions d'emplois sur les 2 753 prévues dans toute la Régie. Renault va afficher plus de 6 milliards de bénéfice net pour l'année 1988. Tout le monde se rend bien compte à Flins que ce n'est donc pas pour redresser l'entreprise, comme elle l'a prétendu jusqu'à présent, que la Régie diminue ses effectifs mais que, pour de sordides questions de profit, elle veut simplement faire fabriquer de plus en plus de voitures par de moins en moins d'ouvriers.

Aussi, à Flins, les suppressions de postes sont de moins en moins acceptées par les travailleurs. D'autant moins que la production tourne à plein régime et que ce sont les bras qui manquent pour faire le travail et non l'inverse. Avec la production de la Super 5, l'usine travaille presque systématiquement deux samedis par mois, cela depuis un ou deux ans. De nombreux secteurs font, en fin de poste, des débordements, des heures supplémentaires à cause du manque de pièces produites.

Plusieurs centaines d'intérimaires sont présents dans l'usine en permanence, et leur nombre devrait probablement augmenter avec la sortie d'un nouveau modèle de voiture dans les prochains mois.

Dans le secteur du Ferrage, la semaine où a été annoncé le plan social, il y avait un manque de personnel évident. La maîtrise répétait partout qu'il n'y avait pas assez de monde pour faire tourner normalement les chaînes. Un matin de cette semaine-là, on a même vu contremaître et chefs d'équipe se mettre au travail pour pouvoir faire partir les chaînes.

Alors entendre parler de suppressions de postes dans ces conditions-là, ça donne envie à beaucoup de demander des comptes. Les seuls qui ne soient pas mécontents sont les travailleurs âgés visés par les mesures de FNE, plus de 500 sur l'usine. L'ambiance générale ne les incite pas à rester, comme le disait l'un d'eux : «*Puisqu'ils nous poussent dehors...*». Aussi, les principales questions qui les préoccupent sont la date de leur départ et la somme sur laquelle ils peuvent compter.

En dehors des camarades concernés par les FNE, cette annonce n'a pas changé grand-chose dans l'usine. Jusque-là l'annonce des plans de suppressions d'emplois répandait une certaine crainte. Ce n'est pas le cas cette fois-ci.

On peut remarquer par exemple que les petits mouvements de colère continuent. En Peinture, une vingtaine d'ouvriers ont cessé le travail car ils en avaient ras-le-bol des odeurs de solvant. Au tunnel de Mécanique, le change des vêtements de travail n'étant pas correct, une vingtaine de travailleurs ont là aussi cessé le travail et en ont profité pour mettre d'autres questions sur la table. Par ailleurs les discussions sur la question des salaires continuent dans l'usine.

La direction, malgré son grand jeu d'annonce dans la presse, à la radio et à la télévision, n'a donc pas pour l'instant réussi à impressionner les travailleurs de Flins, et il n'est pas dit qu'ils vont accepter de subir ce plan sans réaction.

Correspondant LO

Renault (St-Ouen)

NON A LA MODULATION DES HORAIRES

A Renault Saint-Ouen, nous faisons des outils de presse pour la Régie : 20% des outils, surtout pour les tôles extérieures de la voiture.

Les délais de fabrication de ces outils sont de plus en plus courts. Il y a quelques années, pour faire une série d'outils, nous avions 12 ou même 18 mois. Aujourd'hui, sous couvert de concurrence et de «secret», la direction veut que les outils soient réalisés en 5 ou 6 mois.

Cela a pour résultat des périodes de surcharge et de sous-charge de travail. Pendant 4 ou 5 mois, rien, puis du boulot à ne plus savoir qu'en faire.

Pour pallier cette situation, la direction voudrait nous faire travailler suivant les besoins de sa production. Cela signifie 4 mois de 34 heures par semaine en 4 jours, et 4 mois de 44 heures par semaine en 6 jours. Pour l'équipe de nuit, cela se traduirait par quasiment 7 jours de présence dans l'usine, parce qu'ils quitteraient l'atelier le samedi à 6 h 30 pour y revenir le dimanche à 22 h.

Pour mettre en application cette modulation des horaires, la direction a besoin d'un accord d'établissement, et pour cela, de la signature d'au moins un syndicat.

Avant que la direction propose le texte de son accord aux syndicats, la CFDT a fait passer une pétition qui a recueilli les signatures de 90% des travailleurs de l'usine. Tout le monde signait.

Le jour de la réunion avec la direction pour discuter de l'accord, les syndicats se sont rencontrés.

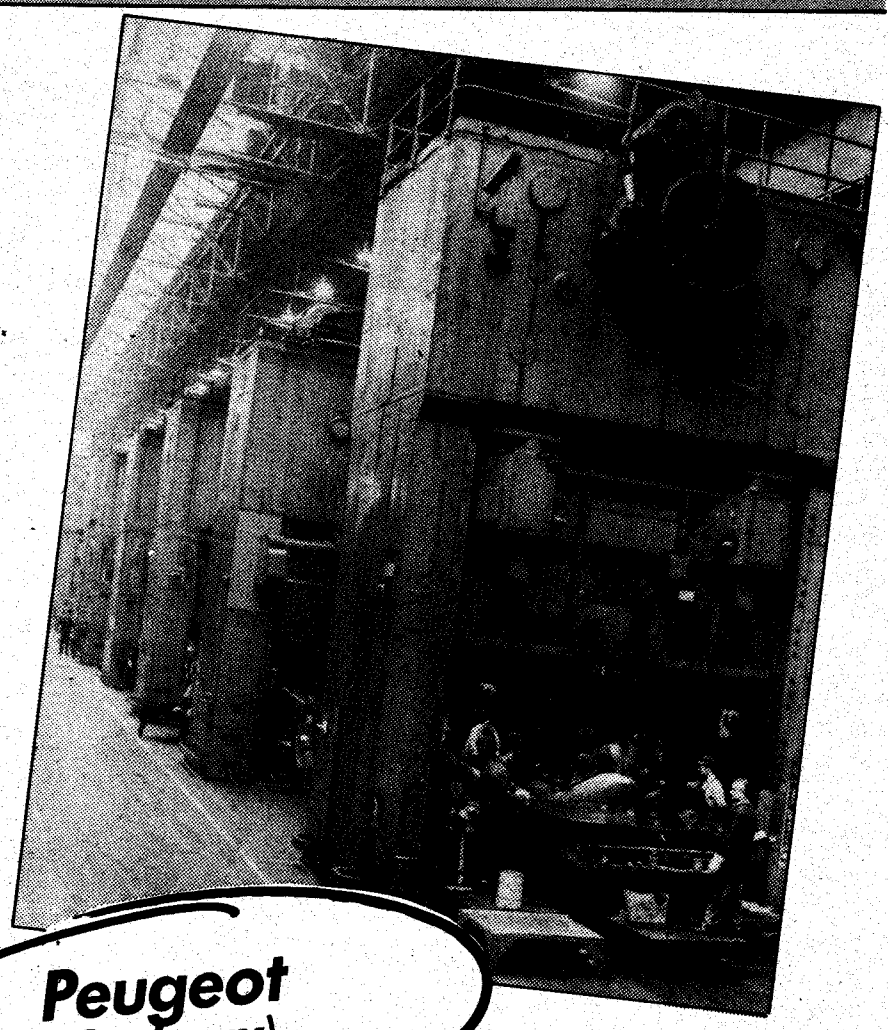
Ils ont tous renoncé à signer l'accord, même la CGC et la CFTC qui ont l'habitude de tout signer, mais qui cette fois n'ont pas voulu affronter la pression des travailleurs.

La direction, elle, a réagi aussitôt en faisant distribuer par la maîtrise son bulletin patronal *«Saint-Ouen Info»*, disant qu'elle *«ne comprenait pas»* (sic !), que le dialogue devait reprendre, qu'une telle attitude était *«préjudiciable»* à l'intérêt de l'entreprise et du personnel, etc. Et elle proposait une nouvelle réunion. Celle-ci s'est tenue mais n'a rien changé.

A Saint-Ouen, dans le même temps, la direction annonce 118 suppressions d'emplois sur 425 personnes aux effectifs. Le mécontentement existe déjà et ceux qui seraient tentés de passer outre la volonté des travailleurs pourraient avoir affaire à eux.

Tout le monde l'a bien compris.

Correspondant LO



Peugeot (Sochaux)

PRESSES : DANGER

Aux usines Peugeot à Sochaux, dans l'atelier des Presses, plusieurs incidents graves se sont produits ces dernières semaines.

Tout d'abord, une petite presse réglée au «coup par coup» est soudainement passée en «automatique» vingt à trente coups sans que l'opérateur le lui commande.

Tout aussi grave est l'incapacité des services techniques de déceler l'origine de la panne de cette presse alors qu'il existe une dizaine de presses du même type qui continuent à fonctionner.

Quinze jours plus tard, c'est aux 150 tonnes qu'une presse redescendait sans avoir été commandée, barrières de sécurité toutes relevées. Deux jeunes intérimaires en poste ont eu juste le temps de retirer leurs bras. Là encore aucune explication, et les autres presses du même type continuent à fonctionner.

Ce type d'incident n'est pas rare et les presses à emboutir sont des machines dangereuses qui ne pardonnent pas, comme en témoignent de nombreux ouvriers qui ont un bras ou une main mutilés.

L'arrivée massive d'intérimaires sans formation et la course aux records de production orchestrée par la hiérarchie fait courir à certains des risques considérables.

La direction, à part diffuser consignes, notes de sécurité, et jurer ses grands dieux que la sécurité est son souci n° 1, s'applique surtout à battre des records de pièces embouties pour ensuite afficher les records dans tous les ateliers.

Les vieilles presses ont encore de belles années devant elles avant d'être déclassées sans recevoir aucun investissement de sécurité.

La direction publiquement mise en cause lors de récents incidents aux Presses a affiché une lettre du directeur qui prétend que l'atelier Presses de Sochaux est en tête pour la sécurité de tous les ateliers de France. Il a du culot !

Correspondant LO

ECIA Beaulieu (Région de Montbéliard)

ASSEZ DES BAS SALAIRES

ECIA, près de Montbéliard, usine d'équipements automobiles appartenant au groupe Peugeot, est également spécialisée dans les bas salaires : le SMIC pour les OS et pour les professionnels, 4 000 F net à l'embauche, 6000 F net pour un P3 ayant 15 ou 20 ans d'ancienneté. Alors, quand le PDG Calvet avait déclaré à la télévision que le salaire moyen dans le groupe Peugeot était de 7 500 F, cela avait provoqué beaucoup de discussions...

Dans un secteur de professionnels, un groupe d'ouvriers avait fait circuler une pétition de protestation. Puis une dizaine d'outilleurs s'étaient mis à refuser de faire des heures supplémentaires, ce qui a contribué à maintenir une petite ambiance de contestation.

Il y a quinze jours, dans un autre atelier de professionnels, les travailleurs débrayaient tous pendant une heure pour appuyer une délégation revendiquant une revalorisation collective des salaires. Cette protestation unanime en a inspiré deux autres dans des ateliers d'entretien et d'outillage concernant en tout 250 travailleurs.

Face à ce début de protestations collectives, la direction répond par des distributions de primes ou des augmentations individuelles.

Les travailleurs qui voudraient des augmentations importantes égales pour tous ne sont pas encore les plus nombreux parmi ceux qui ont protesté ces derniers temps. Mais les débrayages ont été encourageants, et ont aussi été l'occasion de nombreuses discussions. De plus en plus de travailleurs sont conscients que Peugeot aurait largement les moyens de passer à la caisse pour peu que la protestation prenne de l'ampleur.

Correspondant LO

(LO)

(LO)

SIX MOIS APRÈS LA GRÈVE
LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES À LA SNECMA

Les élections professionnelles dans le groupe SNECMA se sont déroulées le jeudi 26 janvier. Elles étaient attendues car elles survenaient six mois après la plus grande grève qu'a connue le groupe ; marquée par des formes particulières d'organisation (comité de grève, coordination) mais aussi par une politique qui visait à étendre le mouvement à d'autres catégories de travailleurs, même si cette politique n'exprimait pas la volonté de tous les grévistes.
Cela donnait à ces élections professionnelles la valeur d'un test d'opinion sur la politique respective des uns et des autres pendant le mouvement.

À VILLAROCHE L'ESPRIT DU MOUVEMENT DES 1500 F EST BIEN LÀ

A Villaroche, sur les listes CFDT aux élections de délégués du personnel étaient présents cette année, en plus des militants connus de la CFDT, les principaux animateurs et porte-parole du comité de grève qui, syndiqués CGT au moment de la grève, en avaient été exclus peu après. Dans le premier collège (ouvriers), sur 1429 inscrits, la CFDT progresse de 6,6 %, passant de 27,3 % à 34 %, et obtient trois sièges au lieu de deux (en titulaires et suppléants). La CGT, de son côté, baisse de 6 % passant de 60,5 % à 54,5 % et perd un siège. FO reste constant avec 11 %.

Là où le changement est le plus important, au bâtiment Montage moteurs (le 35), la CFDT passe de 26,4 en 1988 à 41,2 % cette année, ceci au détriment de la CGT. C'est l'atelier d'où la grève était partie et où le comité de grève s'était mis en place. Une fraction importante de travailleurs a montré ainsi que l'esprit du mouvement des 1500 F était toujours présent, qu'ils se reconnaissaient dans les militants les plus résolus de la grève.

Ce vote était aussi un prolongement de la défense d'un des porte-parole du comité de grève que la Direction essaye de déplacer hors du «35», tentative qui avait entraîné un débrayage en décembre dernier.

Dans le deuxième collège, important à Villaroche avec 3260 inscrits, la liste CFDT comportait aussi plusieurs militants connus du comité de grève. Elle passe de 42,5 % en 1988 à 43,4 %.

Il est notable également, dans ce collège, que dans les secteurs qui ont été massivement dans la grève et impliqués dans le comité de grève, comme le bâtiment 7D, où se trouvent 500 dessinateurs et techniciens, la CFDT progresse de plus de 10 %.

Mais il faut aussi souligner le nombre toujours très important d'abstentions, et l'augmentation des votes blancs et nuls cette année. Cela ne fait que confirmer une certaine distance vis-à-vis des syndicats.

Correspondant LO

À GENNEVILLIERS ABSTENTIONS EN HAUSSE

A Gennevilliers, d'où la grève de la SNECMA est partie au printemps dernier, la CFDT qui présentait au premier collège plusieurs porte-parole et militants de la coordination sur sa liste perd 2,4 %, passant de 42,1 % à 39,7 %, tandis que la CGT conserve quasiment son score de l'an passé avec 60,3 % des voix.

Ces résultats reflètent sans doute assez exactement le rapport des forces tel qu'il s'était manifesté durant la grève. Une bonne partie des grévistes s'était alors retrouvée derrière la politique proposée par la coordination, une autre dans celle préconisée par la CGT. C'est ce que reflètent encore aujourd'hui les résultats des élections professionnelles.

Fait notable tout de même, cette année à Gennevilliers le nombre des abstentions ainsi que les bulletins blancs et nuls est en augmentation de 2,1 % par rapport à l'an passé. Bien qu'il soit difficile d'en apprécier toutes les raisons, la politique de la confédération CFDT d'exclure des rangs du syndicat les militants des coordinations PTT et infirmière, ainsi que le licenciement d'une employée du CCE par un dirigeant CFDT Snecma, ont dû jouer dans ce sens, puisque les voix que perd la CFDT ne se reportent pas sur la CGT mais correspondent à peu près à l'augmentation du nombre de bulletins blancs et nuls.

À CORBEIL UN APPEL À L'ABSTENTION

A la SNECMA Corbeil, au plus fort de la grève, la CGT hostile au comité de grève qui s'était constitué avait retiré à un travailleur membre de cet organisme son mandat au CHS-CT. Ce syndicat a refusé cette année qu'une camarade élue déléguée du personnel l'an passé figure sur les listes avec pour seule raison... son activité pendant la grève. De façon plus générale, tous les travailleurs qui furent les porte-parole du comité de grève et de sa politique pendant les dix semaines du mouvement, et qui avaient demandé à la CGT, à la CFDT ou à FO de les présenter sur les listes de délégués ont tous obtenu une réponse négative. Un responsable de la CFDT avait d'ailleurs dit préférer *«une 2CV dont on tient seul le volant à une Rolls Royce dont on tient le volant à deux»* !

Alors, nous avons décidé d'appeler à l'abstention comme l'avaient déjà fait l'an passé deux militants exclus de la CGT pour divergence d'opinions. La loi prévoit en effet que si le quorum n'est pas atteint au premier tour de l'élection, un second tour a lieu, auquel tout travailleur membre de l'entreprise peut se présenter.

Cependant, le quorum a été atteint. Il n'y aura donc pas de second tour.

Cela dit, les abstentions ainsi que les votes blancs et nuls sont en augmentation de 5,8 % dans le premier collège, passant de 34,2 % en 1988 à 40 % en 1989. Par rapport aux inscrits, la CGT perd 4,4 % des voix, la CFDT 0,1 % et FO 1,52 %.

Au second collège par contre, les abstentions reculent, passant de 43,1 % en 1988 à 38 % cette année. Cela est certainement dû à la plus forte mobilisation des cadres qui partageaient la frayeur de la direction lorsque la production fut arrêtée ou lorsque des grévistes rendirent visite aux travailleurs d'autres entreprises.

LA CHASSE "AU CAPILLON" EST OUVERTE

Le général Capillon, PDG du groupe SNECMA, a pu faire lui-même l'expérience ces temps-ci de son impopularité. Il y a quelques semaines, il s'était fait conspuer et interpeller lors de son passage dans plusieurs ateliers de Gennevilliers. Le 25 janvier, il avait de nouveau maille à partir avec des travailleurs, à Villaroche cette fois, au montage du bâtiment 35.

Arrivé en catimini pendant l'heure du repas, en compagnie d'une petite escouade de cadres et d'un gros bonnet d'Airbus Industries, sa troupe mettait à peine le pied dans l'atelier qu'un concert de klaxons, ceux des ponts roulants, se faisait entendre dans tout l'atelier. Au 35, c'est l'appel traditionnel à la grève.

Les gars présents se rassemblaient à une quarantaine et commençaient alors une course poursuite au PDG. Ses partisans et lui-même hâtaient le pas. Mais ni les *«Vous ne vous rendez pas compte de ce que vous êtes en train de faire : vous allez mettre la SNECMA en péril !»*, ni même les pressions physiques n'arrivaient à calmer les esprits, au contraire.

Tant et si bien que Capillon se retrouvait coincé par plusieurs dizaines de travailleurs, bafouillant, ne sachant que répliquer quand on lui demandait de s'expliquer sur sa double paye (il est aussi général) ou sur le mouvement des 1500 F. Nous l'avons vu s'énerver, perdre ses moyens et la face devant son invité, au grand dam des cadres incapables de lui porter secours et honteux qu'un tel spectacle se déroule devant les yeux d'un gros client, lui-même ébahi !

Correspondant LO

QUAND UN (YVES) ROCHER MET LA MAIN SUR UN (PETIT) BATEAU...

Il y a un an, Yves Rocher se présentait à Troyes comme le sauveur du groupe Petit-Bateau en rachetant l'entreprise... Aujourd'hui, il porte plainte contre X (en fait : la BNP) pour abus de confiance et escroquerie, car il estime qu'on lui a menti sur l'état du groupe. Pour ne pas être en reste, la BNP porte plainte contre Yves Rocher pour chantage et extorsion de fonds... A côté, Péchiney, c'est de la petite bière !

Petit-Bateau est un de ces groupes familiaux de Troyes, hier paternaliste mais qui aujourd'hui licencie à tour de bras. On en est aujourd'hui, avec ce «sauveur», au 4e plan de restructuration et une charrette de 250 suppressions d'emplois, sur le millier qui restent, est en cours.

Mais Yves Rocher est un habitué des grands coups médiatiques. Mercredi 25 janvier, tout le personnel était convoqué, de Troyes, Virey-sous-Bar ou Tonnerre... sans en connaître la raison. Après les rumeurs de liquidation du groupe, chacun s'attendait au pire. En fait, ce que voulait Yves Rocher, c'est le soutien du personnel dans la gué-guerre qui l'oppose à la BNP... Et, après avoir péroré un bon moment, il a eu le culot de demander au personnel de signer un texte de soutien !

Le fond, c'est bien sûr une histoire de gros sous. Yves Rocher fait mousser l'ensemble pour réclamer que la BNP remette 40 millions dans l'affaire, ce qui ne l'empêche pas de continuer à licencier et de prendre le personnel en otage !

LACOSTE : LE CROCODILE A BEL APPÉTIT

Lacoste, vous connaissez ? Ce fameux crocodile qui double le prix des polos, chaussettes, etc., et les profits de ses actionnaires. C'est le fleuron du groupe Devanlay, dont les principales usines sont à Troyes mais qui groupe plus de 6 000 salariés dans différentes unités et sous différents noms. Depuis plusieurs années, le groupe supprime régulièrement des emplois, mute et restructure. A l'occasion de la dernière vague de licenciements (environ 250 emplois supprimés), Devanlay a osé proposer à des ouvriers travaillant là depuis des années de transformer leur contrat de travail en «contrat de travail intermittent».

Quelle est cette nouveauté ? Eh bien le contrat se définit comme un contrat à durée indéterminée, mais où l'employeur ne s'engage à fournir du travail que pendant une certaine durée ; par exemple 1 000 heures sur l'année (une année de travail normale en compte un peu moins de 2 000) entre avril et novembre. En cas de besoin, on pourra vous rappeler et vous devrez être à leur disposition. Durant les semaines travaillées on n'est sûr de rien, puisque l'employeur s'engage pour un nombre d'heures à répartir, mais ne dit pas réellement comment et peut demander 25% d'heures en plus, 250 dans l'exemple pris.

L'«avantage», selon le patron, est que nous avons droit à la sécu et à la retraite, que nous sommes payés en fonction des heures travaillées bien sûr, mais que nous ne sommes pas licenciés et que notre ancienneté est prise en compte. Mais il oublie de dire que, pendant les 4 ou 6 mois d'inactivité, ON N'A PAS DROIT AU CHOMAGE !

Voilà ce qu'on ose aujourd'hui nous proposer, proposer à des ouvrières qui ont fait pendant 10 ou 15 ans la fortune de nos exploiteurs : 6 à 8 mois de boulot, quand ça chante au patron et en accourant dès qu'il nous siffle, et 4 à 6 mois de chômage non indemnisé malgré les cotisations versées.

Ça n'est pas pour rien que Lacoste a choisi la marque d'un crocodile.

Correspondant LO

Visseries et Boulonneries de Fourmies (Nord)

LICENCIEMENTS ET ACCIDENTS

Les Visseries et Boulonneries de Fourmies emploient 300 personnes. Comme leur nom l'indique, on y fabrique des vis, des boulons, surtout des pièces spéciales pour l'automobile. Le métal est livré sous forme de fil, il doit donc être éventuellement trempé, recuit, calibré, traité, travaillé, en plusieurs phases suivant la complexité de la pièce, contrôlé (forme et résistance), emballé et expédié. Le travail se fait en deux équipes et une normale.

Après un bref coup de colère sur les salaires en juillet 1988, sans résultat, un nouveau directeur est arrivé.

Il a visiblement pour tâche, et pour ambition proclamée, de serrer la vis aux ouvriers. Il a commencé en septembre par chapitrer les cadres et la maîtrise, les mettant au boulot (ce qui faisait sourire nombre de travailleurs), mais surtout les poussant dans leur «travail» de surveillance, de chasse aux temps morts, pauses café et casse-croûte trop longues.

Puis l'offensive psychologique a commencé. Malgré les heures supplémentaires, le travail le samedi et la charge de travail en augmentation, le bruit a circulé que l'usine n'avait plus de travail, qu'il allait y avoir des licenciements, qu'elle allait fermer. Le directeur a commencé à convoquer les ouvriers, leur expliquant qu'il était là pour les faire travailler, qu'on ne pouvait pas se contenter de faire des profits mais qu'il fallait des superprofits, leur posant des questions sur leurs idées, leurs relations, leur opinion sur Untel ou Untel, les menaçant de manière ouverte ou voilée.

De nombreux travailleurs ont accepté les heures supplémentaires : un P1, en équipe et avec 15 ans d'ancienneté, gagne 5 500 F . Un OS avec 20 ans de maison, 4 500 F.

Les pressions se sont multipliées. Un ouvrier qui n'est pas à son poste de travail, quelle qu'en soit la raison, se fait rappeler à l'ordre rapidement. On voudrait que le casse-croûte se prenne debout. Il est interdit de parler pendant le travail et certains postes ont été réorganisés pour empêcher les conversations. Si on fait la queue devant le magasin, c'est qu'on ne travaille pas. On doit être «à la disposition de l'entreprise». La vie de famille et les enfants doivent passer après le boulot. Le tout ponctué de grands coups de geule du patron, qui aime se promener dans les ateliers et déboucher par surprise dans le dos des gens.

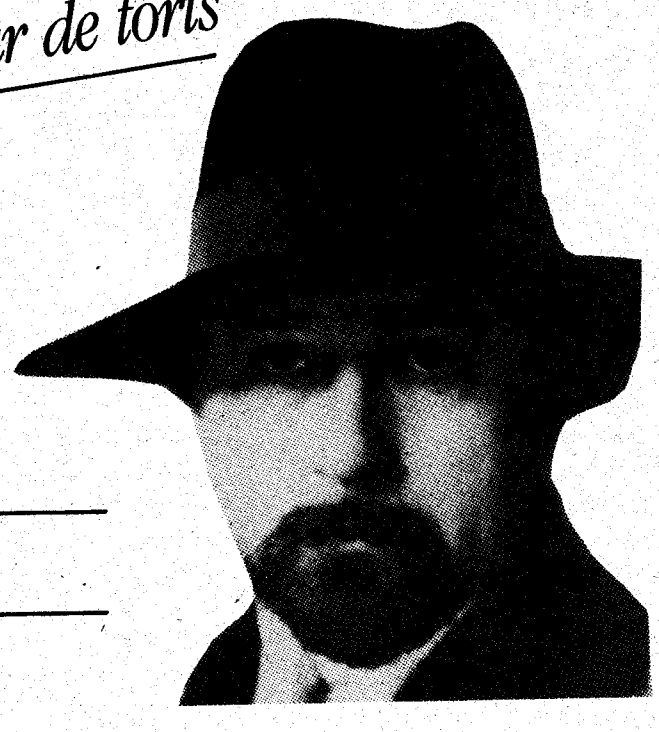
En septembre, le directeur avait annoncé par un communiqué de presse qu'il n'y aurait pas de licenciements. En novembre, il les a promis pour le 1er décembre, sans donner les noms, puis les a repoussés. Mais le 26 décembre alors que l'entreprise était fermée pour la 5e semaine, 33 travailleurs ont reçu leur lettre de licenciement et 19 leur mise à la retraite anticipée. Sur cette liste il y a plusieurs délégués et militants CGT.

Le lundi 2 janvier, à la prise de poste de 4 h 30, le licencieur en chef était là pour présenter ses vœux à ceux qui restaient. Quand un groupe de travailleurs licenciés est venu demander des explications, le patron, qui voulait leur interdire l'entrée de l'usine, a fait appel aux gendarmes et a porté plainte.

Depuis, l'heure est à la réorganisation du travail : il faut faire la même production avec 52 travailleurs de moins. La pression pour prendre des machines supplémentaires s'accroît et il y a de plus en plus d'accidents.

On est contraint de mettre des bobines de fil de plus en plus chargées sur les machines et le vendredi 21 janvier, une bobine a fini par tomber sur un ouvrier qui a été évacué par les pompiers sans avoir repris connaissance.

Quand un journaliste bien bourgeois se fait redresseur de torts



Albert Londres

DE PIERRE ASSOULINE

(Vie et mort d'un grand reporter 1884-1932)

Albert Londres, le plus fameux des «grands reporters» qui parcoururent le monde, est surtout connu pour avoir dénoncé le bagne de Cayenne, les pénitentiers militaires d'Afrique du Nord (Biribi), les abus du colonialisme en Afrique noire, etc... Il n'avait pour autant rien d'un révolutionnaire, et la biographie que vient de lui consacrer Pierre Assouline met les choses au point.

Après avoir commencé sa carrière journalistique de façon obscure en s'occupant des débats parlementaires, la chance d'Albert Londres fut d'être exempté du service militaire (pour faible constitution) lors de la guerre de 1914-1918 et de devenir ainsi correspondant militaire.

Sa prose ne se distingue guère de celle des autres et consista essentiellement à défendre la cause de l'impérialisme français. Ce journaliste patriotard comme tant d'autres partit en Orient avec le corps expéditionnaire français qui débarqua à Salonique, au mépris de la neutralité grecque. Là, Albert Londres s'écarta largement du journalisme. Il prépara un attentat contre un général britannique (pourtant «allié» !) qui avait une influence jugée anti-française sur le roi Constantin de Grèce. L'attentat finalement n'eut pas lieu...

Après-guerre, Londres chercha à pénétrer en Russie et présenta aux autorités françaises un projet en vue de faire assassiner Lénine et Trotsky, ou d'autres dirigeants, car les Russes, selon lui, se méfieraient moins d'un journaliste. Mais Londres ne put se rendre en URSS que plus tard, il n'y rencontrera d'ailleurs ni Lénine, ni Trotsky, et il rapporta un reportage caricatural dans le style de *Tintin au pays des soviets* où il compare le communisme à une nouvelle religion, ce qui n'était pas très original. Entretemps il se rendit en Italie où il tomba en admiration devant le poète nationaliste D'Annunzio, puis en Syrie où il prit fait et cause pour l'armée française contre les Arabes en lutte pour leur indépendance.

Albert Londres apparut donc d'abord comme un reporter-aventurier travaillant de temps en temps pour le Quai d'Orsay, c'est-à-dire pour l'impérialisme français, comme il l'avoue lui-même dans une lettre. C'est à partir de 1923 que les choses changèrent. Cette année-là il se rend au bagne de Cayenne. Ce qu'il y découvre le bouleverse. Son reportage fait sensation. Il atteint alors véritablement la notoriété et poursuit dans cette veine de «redresseur de torts» en dénonçant les bagnes militaires d'Afrique du Nord, les asiles de fous, et les crimes du colonialisme français en Afrique noire. Selon lui, pour construire le chemin de fer Brazzaville-Pointe Noire (le Congo-Océan) dix-sept mille Noirs sont morts (l'Administration n'en reconnaissait «que» six à huit mille) !

Ni anti-militariste, ni anti-colonialiste, Albert Londres ne veut que supprimer les abus, les injustices, les arbitraires. Il défend en fait un colonialisme et un militarisme éclairés, si on peut dire ! Ses reportages, en alertant l'opinion, ont imposé des commissions d'enquête, et ont finalement beaucoup contribué à la suppression du bagne de Cayenne qui a eu lieu en 1937.

Albert Londres était pourtant, au fond, resté égal à lui-même. Dans un reportage de 1925 sur la Syrie, il défend à nouveau l'armée coloniale française qui réprime la révolte du Djebel Druze. Dans une autre enquête en 1927 (la traite des Blanches), au lieu de dénoncer la prostitution, il se montre d'une étonnante indulgence pour les proxénètes de Paris et de Buenos Aires qui jouent, selon lui, un rôle utile !

Albert Londres incarne aujourd'hui le mythe du grand reporter courageux qui n'hésite pas à dénoncer les abus dont il est le témoin, indifférent à l'égard de la politique. Mais le prétendu apolitisme de ce journaliste, qui a reçu les compliments de Léon Blum et était ami du politicien d'extrême-droite Henri Béraud, n'était que la défense tranquille de l'impérialisme français.

Le livre de Pierre Assouline, très admiratif pour son héros, permet d'en savoir plus sur Albert Londres. Mais le plus intéressant est encore de lire les meilleurs reportages d'Albert Londres lui-même, et en particulier : *Au bagne, Dante n'avait rien vu* (sur Biribi), *Chez les fous* et *Terre d'ébène* (la traite des Noirs).

André VICTOR

Albert Londres *de Pierre Assouline, éd. Balland, 465 pages, 149 F.*

XAVIER LACOUTURE A L'OLYMPIA

Ceux qui ont aimé Xavier Lacouture, lorsqu'il est venu à notre gala, au Zénith, ou à la Fête de Lutte Ouvrière et ceux qui n'ont pas eu l'occasion de l'écouter, pourront se rendre à son spectacle : une soirée exceptionnelle LE MARDI 14 FEVRIER A 20 h 30 A L'OLYMPIA.

«L'exécution publique de Lacouture aura lieu dans un bain de son !»

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jose Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL ET VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : (rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Le «malaise» des enseignants face au projet Jospin

C'EST TOUS LES SALAIRES QU'IL FAUT REVALORISER !

Mercredi 1er février, à l'appel du SNI, les instituteurs venus de toute la France étaient des dizaines de milliers à manifester dans les rues de Paris contre le projet de réforme de Lionel Jospin. Quelques jours plus tôt, le 27 janvier, la journée de grèves et de manifestations de l'enseignement secondaire avait elle aussi été assez bien suivie, dans la région parisienne en particulier.

Les enseignants sont mécontents des conditions de travail mais ils revendiquent aussi sur les salaires en s'élevant contre l'instauration des primes «au mérite» ou l'imposition d'heures supplémentaires non rétribuées. Comment, face à la politique d'austérité du gouvernement, peuvent-ils obtenir satisfaction sur des revendications salariales qui sont celles de tous les travailleurs de ce pays ? Est-ce, comme le proposent les organisations syndicales, en exprimant ces revendications générales au travers de revendications catégorielles telles «la revalorisation de la condition enseignante» ou «un meilleur déroulement de carrière» ?

De ce point de vue, il faut que les enseignants se fassent une raison, la société capitaliste a, depuis belle lurette, dévalorisé, voire prolétarisé leur fonction. En prétendant obliger des enfants de plus en plus nombreux à aller à l'école sans développer en même temps les moyens nécessaires, les gouvernements successifs ont peu à peu tiré vers le bas tout l'enseignement, et y compris bien sûr les enseignants eux-mêmes. Les classes surchargées, la volonté déclarée de Jospin de faciliter la réussite aux examens (au bac par exemple) afin de prolonger la scolarité et d'éviter ainsi de grossir les statistiques du chômage par les recalés arrivant sur le marché du travail, le refus de desserrer vraiment les cordons de la bourse pour l'éducation, tout cela est lié à la situation générale et à la politique d'austérité du gouvernement.

La conséquence en est la «dévalorisation» de la profession d'enseignant. Les profs sont «prolétarisés» ? Eh bien oui ! Et c'est bien pourquoi, pas plus que les autres prolétaires, ils ne feront l'économie d'une lutte pour obtenir satisfaction. La «grève des notes» ou la «grève administrative» agitée par certains ne conduira nulle part, sinon à s'isoler et à retourner contre les enseignants une partie de l'opinion.

Les enseignants doivent agir avec tous les autres travailleurs contre une politique de blocage des salaires qui les touche tous au même titre. Ce serait là la meilleure réponse à Jospin, et surtout la plus efficace pour obtenir ce qu'ils réclament aujourd'hui.

Lucienne PLAIN

Au lycée d'Épinay

LES ROSES SONT FANÉES

Au lycée d'Epinay-sur-Seine, depuis la publication du projet Jospin, les discussions n'ont pas cessé, le ton montant de jour en jour.

A la première assemblée générale, plus de 60 enseignants sur un total de 80 se réunissaient, soit le double de l'assemblée qui avait eu lieu en octobre.

A cette assemblée, beaucoup faisaient état de leur exaspération en raison de la détérioration de leurs conditions de travail. La prime au mérite restait en travers de la gorge de plus d'un et l'on préférait plaisanter sur la prime aux «initiés».

A l'assemblée de grève du vendredi 27 janvier, nous avons débattu à une trentaine du contenu du projet. C'est malgré tout sur la question des salaires que se focalise le débat.

En tout cas, jamais le mécontentement n'a été aussi fort au lycée. Beaucoup ont le sentiment qu'on se paye et pour pas cher leur tête. Dans un milieu dans lequel il était malvenu il y a quelque temps encore de critiquer la politique de «la gauche», ceux qui élèvent la voix aujourd'hui, et qui soulignent que c'est justement parce qu'il se disait de gauche que ce gouvernement nous a fait avaler toutes ces couleuvres, trouvent un écho favorable ; et nombreux sont ceux qui disent que cette couleuvre-là, il n'est pas question de l'avaler.

Correspondant LO

Personnel de l'enfance inadaptée

SALAIRES, RAS LE BOL !

Les patrons du SNAPEI, syndicat d'employeurs qui regroupe la moitié des personnels travaillant avec des enfants inadaptés, refusaient de signer trois avenants à la Convention Collective de 1966. Cela correspond à 20 points en moins et aucune augmentation de salaire pour 1988 et 1989 (alors que les salariés des autres employeurs y ont droit) ; en tout, 400 F d'augmentation mensuels qui passaient sous le nez des travailleurs concernés. Déjà que l'on vante plus souvent leur «vocation» à faire un travail «social», qu'on n'augmente leurs salaires, il ne faudrait plus qu'on les prenne pour des bonnes sœurs !

La CFDT appelait à une journée de grève vendredi 20 janvier. Dans l'Aube, vendredi matin, pratiquement tous les établissements du département étaient représentés à une assemblée générale de grévistes décidée le matin même.

Toujours dans le département, une pétition a été signée, un rendez-vous avec le président de l'association départementale a été demandé et une coordination inter-établissements a été créée. L'ambiance était chaude et l'Aube n'était pas le seul département à bouger en France. Résultat, lors des négociations du 24 janvier, le SNAPEI a commencé par signer l'avenant concernant la prime uniforme et la revalorisation du point pour 1988 et 1989.

Restent les autres avenants portant sur la reclassification des personnels.

Centre FPA de Saint-Etienne du Rouvray (Rouen)

LES STAGIAIRES SE MOBILISENT A NOUVEAU

Les stagiaires du centre FPA du Rouvray, dans la banlieue de Rouen, se mobilisent à nouveau depuis quinze jours pour obtenir l'abrogation du décret d'avril 1988 qui a entraîné une diminution très importante de leurs ressources. Ils exigent le SMIC pour tous au minimum, pas de pertes de droits ASSEDIC pendant les stages, quatre mois d'ASSEDIC minimum à leur sortie, le paiement des frais de transports et le retour à l'hébergement gratuit.

Lundi 19 janvier, une assemblée générale de 90 personnes s'était réunie où étaient surtout représentées des sections nouvelles au centre. Après avoir élargi le comité de défense des stagiaires, une manifestation a été programmée pour le 26 janvier. Ce jour-là, à l'assemblée générale, nous étions environ 180, pour voter la journée de grève et partir porter nos revendications aux ASSEDIC – que nous avons envahis – à la Direction régionale du Travail et de l'Emploi, et à la Préfecture.

Partout nous avons été reçus par des gens qui se sont montrés bien compréhensifs. Le directeur de la Direction régionale du Travail s'est dit même prêt à signer une pétition pour l'abolition du décret. On en a profité pour exiger que notre journée soit payée, ce qui a été fait.

La manifestation a été enthousiaste, et, tout le monde étant content de s'être fait entendre, le mouvement continue !

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995